

ÉCONOMIE & CONSTRUCTION

La revue de l'économie de la construction



DOSSIER

RÉGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE RE 2020 : UNE CONVERGENCE D'INTÉRÊTS

- VITE DIT / AGENDA ÉVÉNEMENTS PARTENAIRES UNTEC ET UNTEC SERVICES ■ MASTER CLASS / LA REP BÂTIMENT • RÉEMPLOI DES MATERIAUX, LE RÔLE CENTRAL DE L'ÉCONOMISTE ■ DOSSIER / RÉGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE • RE 2020 : UNE CONVERGENCE D'INTÉRÊTS ■ FORMATION / MOOC COÛT GLOBAL APPLIQUÉ ■ EN DIRECT DES RÉGIONS / UNTEC • À LA DÉCOUVERTE DE NOS RÉGIONS
- PARTENARIATS / UNTEC SERVICES LANCE LA PLATEFORME BÂTIMENT & PRESCRIPTION, L'EXPERTISE À PORTÉE DE MAIN

NOUVEAUTÉ

ThermaSoft natura

**ISOLANT BIOSOURCÉ,
FIBRES VÉGÉTALES ET RECYCLÉES.**



FABRIqué
EN FRANCE

knauf

Knauf ThermaSoft® natura est composé de **3 fibres végétales biosourcées** :
le COTON et le JUTE issus du **recyclage** de chutes textiles.
le LIN, issu de l'**agriculture locale**.

Cet assemblage lui confère des performances uniques :
confort thermique été/hiver, performances acoustiques naturelles et
confort de pose remarquable.



knauf.fr



MURS
PLAFONDS



COMBLES



CLOISONS

EN SAVOIR +



EDITO

ENSEMBLE GARDONS LE CAP !



“

la mise en œuvre de la RE 2020 nous confère une place majeure, une parole écoutée auprès de tous les intervenants de notre monde du bâtiment.

// S'il faut tirer un enseignement de cette période particulière dont les aspects abrupts ne sauraient s'éterniser, c'est l'impérieuse nécessité de conjuguer les idées, les initiatives individuelles pour élaborer à l'issue d'une réflexion collective et pragmatique des réponses pérennes aux questions qui ne cessent de poindre.

L'Untec avance depuis longtemps avec un tel état d'esprit ; ainsi sa participation plus qu'active à l'élaboration puis à la mise en œuvre de la RE 2020 lui confère une place majeure, une parole écoutée auprès de tous les intervenants de notre monde du bâtiment.

Chaque économiste de la construction s'implique sans retenue dans l'essor de la sobriété énergétique. Il s'investit par le dialogue, la compréhension de chaque problématique, constate l'importance de toute spécificité, l'urgence du conseil raisonné et le poids de la prise de décision.

Tout membre de l'Untec détient des connaissances, a vécu des expériences auxquelles ses confrères, collègues ou amis n'ont pas encore eu accès. Il manque rarement à les partager.

C'est avec une grande satisfaction que nous voyons et encouragerons les régions et leurs affiliés à prendre la parole et à devenir ou redevenir des forces de proposition, des initiateurs de solutions.

Nul ne possède de remèdes miracles ni ne sait de quoi demain sera fait mais je comprends qu'ensemble nous garderons le cap !

Franck Dessemon,
Président de l'Untec

BIEN PROTÉGER
SON ENTREPRISE,
C'EST ESSENTIEL



Parce que vous souhaitez apporter la meilleure protection santé, prévoyance et retraite à vos salariés, faites confiance à SMAvie.

Votre conseiller a la solution pour vous assurer.

www.smavie.fr

SMAvie, mon assureur pour la vie

- ✓ Des experts à votre service pour identifier les enjeux et les besoins de votre entreprise
- ✓ Une gamme complète de solutions pour vous protéger et couvrir votre entreprise, vos salariés et votre famille
- ✓ Un assureur solide et engagé à vos côtés tout au long de votre vie

SMA SMAvie BTP, société d'assurance mutuelle à cotisations fixes, entreprise régie par le Code des assurances - RCS PARIS 775 684 772 – 8, rue Louis Armand – CS 71201 – 75738 PARIS Cedex 15

DOCUMENT PUBLICITAIRE SANS VALEUR CONTRACTUELLE - Ces informations sont fondées sur la réglementation en vigueur au 14/03/2022 et ne constituent pas un conseil ou un avis juridique ou fiscal

SOMMAIRE

4 VITE DIT

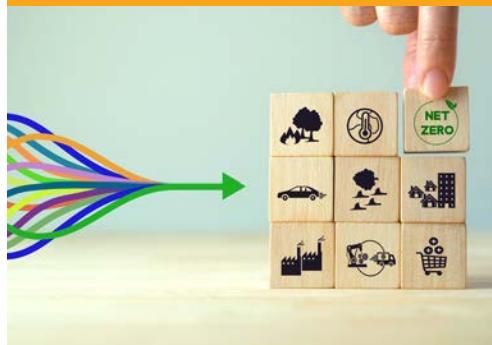
■ PLATEFORME BÂTIMENT & PRESCRIPTION /
LES RENCONTRES PRIVILÉGIÉES ORGANISÉES
PAR UNTEC SERVICES / ROADSHOW DE LA
CONSTRUCTION 2021/2022 / TOUR DE FRANCE
DE LA PRÉVOYANCE & DE L'AMO

8 MASTER CLASS



■ LA REP BÂTIMENT / RÉEMPLOI DES MATERIAUX,
LE RÔLE CENTRAL DE L'ÉCONOMISTE

11 DOSSIER



■ RÉGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE, RE 2020 :
UNE CONVERGENCE D'INTÉRÊTS

26 FORMATION



■ MOOC COÛT GLOBAL APPLIQUÉ

27

EN DIRECT DES RÉGIONS



■ UNTEC À LA DÉCOUVERTE DE NOS RÉGIONS

42 PARTENARIATS



■ UNTEC SERVICES LANCE LA PLATEFORME BÂTIMENT & PRESCRIPTION, L'EXPERTISE À PORTÉE DE MAIN

Économie & Construction – 74, rue de la Fédération 75015 Paris –
Tél. : 01 45 63 30 41 – Fax : 01 42 56 14 52 – www.untec.com –
Éditeur : Untec Services – Directeur de la publication et ligne
éditoriale : Franck Dessemont – Directeur adjoint de la publication :
Céline Pintat – Conception-réalisation : Obea Communication –
Imprimeur : Shareprint – Publicité : RIVE MÉDIA / Tél. : 01 45 63 54 77 –
contact@untec-services.fr

Les textes de publicité sont rédigés sous la responsabilité des
annonceurs. Ils n'engagent pas Économie & Construction. Pour garantir
son indépendance, Économie & Construction se réserve le droit de refuser (même en cours de programme) toute insertion publicitaire
sans avoir à justifier sa décision.

Abonnement annuel (4 numéros) : 100 € TTC – Prix du numéro :
25 € TTC – Dépôt légal 3^e trimestre 2022 – ISSN 1297-8043 / CPPAP :
0404 G 86427.

Crédits photo : sauf mention, Untec ou iStockphoto.

■ POUR RETROUVER LES PRÉCÉDENTS
NUMÉROS : www.untec.com

AGENDA ÉVÉNEMENTS PARTENAIRES UNTEC ET UNTEC SERVICES

PLATEFORME BÂTIMENT & PRESCRIPTION

La seule plateforme qui propose aux maîtres d'œuvre et sous format interactif, la mise en lumière technique des matériaux et des solutions des entreprises du secteur.



LANCÉE LE 21 MARS 2022

Bâtiment & Prescription, l'expertise à portée de main

Vous êtes une entreprise de la filière construction, Bâtiment & Prescription est la seule plateforme à proposer sous format interactif, la mise en lumière technique de vos matériaux et de vos solutions techniques. Elle diffuse vos informations qualifiées à forte valeur ajoutée à travers de vos Capsules Techniques en libre accès pour les professionnels de la maîtrise d'œuvre (économistes de la construction, architectes, bureaux d'étude).

Pourquoi être référencé sur la plateforme ?

- Promouvoir votre expertise auprès de la maîtrise d'œuvre
- Donner toutes les clés et les bonnes pratiques de vos solutions & produits
- Mettre en lumière votre savoir-faire au format quick-learning
- Accompagner les maîtres d'œuvre en répondant à leurs questions
- Atteindre votre cible en leur apportant de l'information qualifiée à forte valeur ajoutée

Notre philosophie : vous accompagner

- Élaboration avec vous des étapes de conception de vos Capsules
- Programmation d'un calendrier dédié au lancement de vos Capsules
- Invitation dans nos locaux afin de filmer vos intervenants
- Lancement de vos Capsules Techniques en orbite

Depuis 2017, Untec Services apporte les solutions concrètes aux économistes de la construction ainsi qu'à l'ensemble de la filière en matière de formations, événements, logiciels et partenariats.

Untec Services, soutenue par le seul syndicat patronal représentant les économistes de la construction, l'Untec fondé en 1972, participe au développement de la filière bâtiment et s'adresse aux maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrages.

Partie d'un constat simple et suite à la crise sanitaire de 2020, la formation e-learning a connu une augmentation exponentielle. De plus, l'envie de renforcer la proximité entre les professionnels de l'acte de construire et digitaliser le secteur est devenue une évidence.

Untec Services a conçu et développé une solution dédiée aussi bien aux entreprises du bâtiment qu'aux maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrage : la plateforme Bâtiment & Prescription.

La plateforme Bâtiment & Prescription en quelques mots

Libre accès : Disponible 365 jours par an sans aucune barrière géographique

Innovante : Solution permettant de se propulser à une autre sphère d'expertise

Spécialisée : Expertise des matériaux et des solutions techniques

Quick-Learning : Une méthodologie d'apprentissage adaptée aux innovations du secteur

La plateforme se compose d'un ensemble de Capsules Techniques. Une Capsule Technique peut contenir jusqu'à 6 Modules. Un Module se compose de :

1 vidéo : entre 2 et 6 minutes de visionnage

1 quiz : un questionnaire afin de valider ses connaissances

Des documents : des fiches techniques et documents complémentaires



www.batiment-prescription.com

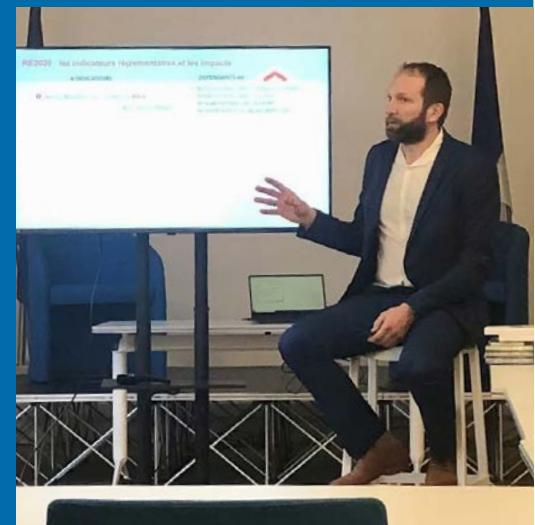


AGENDA ÉVÉNEMENTS PARTENAIRES UNTEC ET UNTEC SERVICES

LES RENCONTRES PRIVILÉGIÉES ORGANISÉES PAR UNTEC SERVICES

Untec Services organise des Rencontres Privilégiées dans toute la France. L'objectif de ces Rencontres est de mettre en relation les chefs d'entreprise en économie de la construction avec des entreprises, des fabricants ou des industriels du secteur autour d'une présentation technique et d'un moment convivial.

Ces évènements sont organisés toute l'année. Par exemple, la Rencontre avec SINIAT & PROMAT, spécialiste des plaques de plâtre et solutions techniques innovantes et intelligentes pour cloison, plafond et isolation, s'est déroulée le **31 mars 2022** au siège de l'Untec.



Le **11 mai** s'est aussi déroulé au siège de l'Untec, une Rencontre Privilégiée avec LAMILUX, fabricant depuis plus de 70 ans des produits d'éclairage zénithal, à savoir des lanterneaux, des verrières ou des voûtes.



AGENDA ÉVÉNEMENTS PARTENAIRES UNTEC ET UNTEC SERVICES

ROADSHOW DE LA CONSTRUCTION 2021/2022

En partenariat avec SMABTP

L'Untec est ravie de s'associer une nouvelle fois avec SMABTP pour l'organisation d'un Roadshow de la construction 2021-2022. La thématique principale de cette édition est « RE2020 : Coût Global et Assurance ».

L'objectif de ce Roadshow RE2020 est de mettre en lumière les impacts, les risques, les responsabilités et les réponses assurantielles pour les maîtres d'œuvre et les maîtres d'ouvrage sous un format petit-déjeuner de 8h30 à 10h30 :

- L'Untec traite de l'approche du coût global face à la RE2020.
- SMABTP aborde les risques, les responsabilités et les réponses assurantielles face à la RE2020.

17 étapes du Roadshow de la Construction sont prévues dans les 13 régions de France dont 5 étapes en 2021 et 12 étapes en 2022.



Retrouvez les prochaines étapes sur le site :
www.weezevent.com/roadshow-smabtp-untec



AGENDA ÉVÉNEMENTS PARTENAIRES UNTEC ET UNTEC SERVICES

TOUR DE FRANCE DE LA PRÉVOYANCE & DE L'AMO

par l'Untec & PRO BTP

L'Untec & PRO BTP réalisent un Tour de France en 2022-2023 sur deux thématiques à destination des chefs d'entreprise : Prévoyance & AMO.

Le principal objectif de ce Tour de France est d'apporter de l'information qualifiée à la fois d'un point de vue métier et également d'un point de vue prévoyance pour les maîtres d'œuvre et les maîtres d'ouvrage.

L'Untec abordera la thématique : bien comprendre et définir les besoins en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage à travers le Guide des 52 missions de l'AMO :

- Un guide, pourquoi et pour qui ?
- Le maître d'ouvrage face à son projet.
- L'AMO, un professionnel au service du projet du Maître d'Ouvrage.
- Les particularités de l'AMO...

PRO BTP abordera la partie prévoyance santé. Lors de cette rencontre, ils vous accompagneront afin de mieux comprendre :

- Comment fonctionne la protection sociale de vos salariés en matière de santé et prévoyance.
- Les obligations conventionnelles auxquelles doit répondre l'employeur.
- Comment se protéger au mieux ainsi que sa famille en tant que dirigeant non-salariés.

TOUR DE FRANCE
2022 - 2023
PRÉVOYANCE
ET AMO

13 DATES
11 TERRITOIRES
2 THÉMATIQUES

Format petit déjeuner
de 8h30 à 10h30

INSCRIPTION LIBRE

Nous vous donnons rendez-vous, au cœur de vos territoires, pour un petit-déjeuner de 8h30 à 10h30 autour de deux thématiques clés.

Les dates en 2022 :

- GRAND-EST → Vendredi 16 septembre à Rouen
- NORMANDIE → Vendredi 23 septembre à Metz
- NOUVELLE AQUITAINE → Vendredi 7 octobre à Bordeaux

Les dates en 2023 seront bientôt disponibles.

Vous avez des questions concernant ces évènements :
untec@untec.com ou au 01 45 63 54 77

LA REP BÂTIMENT

RÉEMPLOI DES MATÉRIAUX, LE RÔLE CENTRAL DE L'ÉCONOMISTE



80 %

des déchets français, soit près de 300 millions de tonnes, proviennent du secteur du bâtiment et des travaux publics (source ADEME). Chaque année, le secteur du bâtiment en génère à lui seul plus de 40 millions de tonnes, dont plus de 80 % de déchets inertes. 46 % seulement sont valorisés ou réutilisés. La loi de transition énergétique pour la croissance verte fixait comme objectif de valoriser 70 % des déchets du BTP en 2020. Les déchets du second œuvre constituant un levier prioritaire d'amélioration.

Prolongation de la durée de vie des matériaux et des éléments de construction, réduction de la production des déchets, participation à l'économie circulaire : deux ans après où en sommes-nous ? La famille du bâtiment s'est-elle organisée pour relever les défis liés au décret PEMD ? Comment les économistes de la construction peuvent et doivent être moteur dans la prise en compte et l'analyse du cycle de vie d'un ouvrage ? Rencontre avec Cyrille Sartor qui anime une Master Class sur le thème : « RÉEMPLOI DES MATÉRIAUX, LE RÔLE CENTRAL DE L'ÉCONOMISTE ».

AU-DELÀ DES TEXTES...



INTERVIEW DE

CYRILLE SARTOR,
VICE-PRÉSIDENT AFFAIRES
PROFESSIONNELLES DE L'UNTEC

Économie & Construction / Comment avez-vous structuré votre Master Class ?

Cyrille Sartor / Nous avons articulé notre propos autour d'un enchaînement de lois et textes réglementaires qui s'appliquent pour certains depuis de nombreuses années et d'autres simplement depuis le 1^{er} janvier 2022 mais qui nous a emmené en tant qu'économistes à analyser et intégrer dans notre périmètre cette problématique de réemploi des matériaux de construction.

Ça commence par le diagnostic déchets en 2011 puis la loi anti-gaspillage de 2016 dit AGEC, qui est une loi très généraliste qui s'adressait avant tout aux consommateurs et aux industriels. Elle a été renforcée en 2020 et 2021 par un volet qui touche maintenant la construction avec la responsabilité émetteur pollueur (REP). Depuis 2011 tout bâtiment démolit au-dessus d'une certaine surface, devait en principe faire l'objet d'un diagnostic mettant en valeur les déchets recyclables et matériaux réemployables et proposer des filières.

É & C / Qu'est-ce qui a vraiment changé ces derniers mois ?

C. S. / Depuis le 1^{er} janvier et la parution du décret dit PEMD, Produit Équipement Matériaux issus de la Démolition, cela englobe à la fois la notion de démolition et celle de réhabilitation. L'esprit de la loi c'est aujourd'hui de créer une ressource avant de créer un déchet. Il faut donc avant tout chantier de démolition ou de réhabilitation, diagnostiquer l'ensemble des matériaux réemployables, réutilisables ou recyclables, les comptabiliser et imaginer leur réemploi. C'est



là que l'économiste entre en jeu. Il y a un fort enjeu pédagogique en direction des maîtres d'ouvrage à qui nous devons expliquer qu'ils peuvent construire un bâtiment neuf avec des matériaux qui ont déjà eu une première vie. Pour toute une partie c'est simple car nous avons pris l'habitude, par exemple, de réutiliser du béton concassé comme granulat mais plus compliqué quand il s'agit d'expliquer que les dalles de faux plafonds ne sortiront pas d'usine mais auront été prélevées sur un bâtiment démolit.

É & C / Quels sont les arguments qu'un économiste peut faire valoir ?

C. S. / À vrai dire, il va s'agir de force de conviction et d'équilibre car les planètes sont encore loin d'être alignées. Premièrement, aujourd'hui le réemploi coûte plus cher que du neuf. Pour pouvoir réemployer, il faut déposer soigneusement, nettoyer voire remettre en

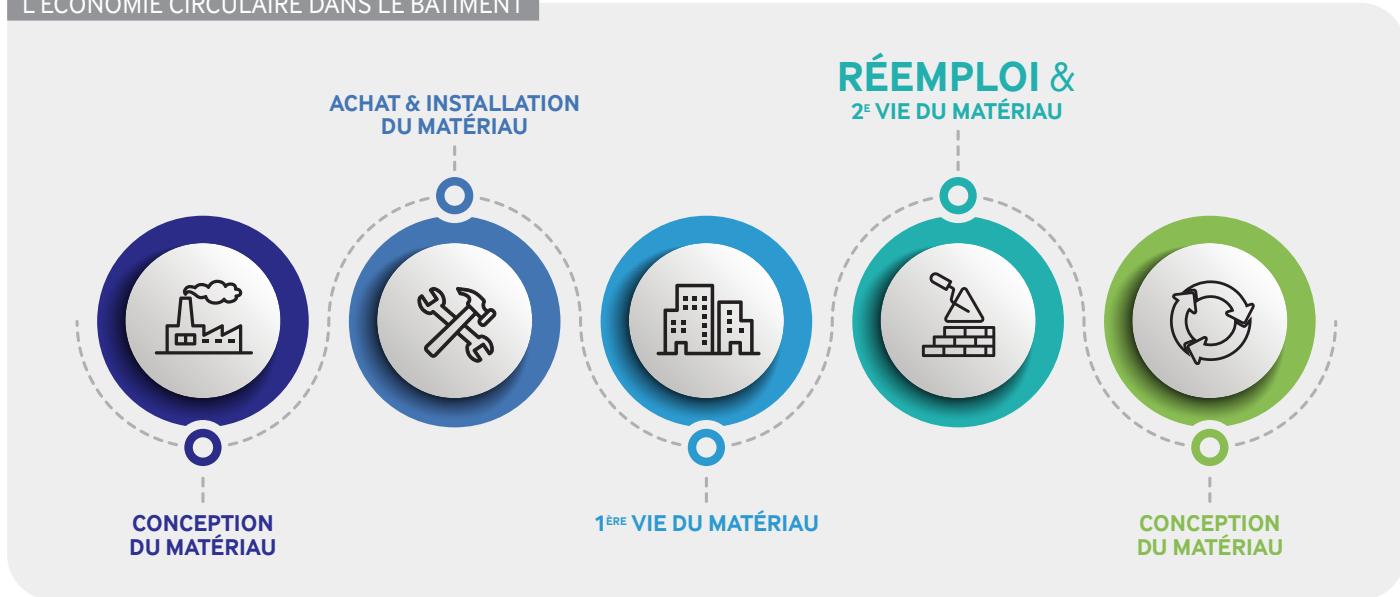
état. Le challenge pour l'économiste est donc important. Il lui faut trouver le bon compromis, mettre le curseur au bon endroit pour convaincre le maître d'ouvrage.

Deuxièmement, aujourd'hui l'ACV se calcule avec une fiche FDES qui n'existe pas pour les matériaux qui ont été conçus et mis en œuvre il y a de nombreuses années. Le réemploi n'y étant pas intégré, il est compliqué de dire objectivement que l'intérêt de la démarche c'est le bilan carbone et donc de l'associer aux enjeux environnementaux.

Enfin il y a un frein majeur et bloquant, qui est assurantiel, car le code de l'assurance ne prévoit pas ce type de construction. Une entreprise est assurée pour faire fourniture et pose mais pas de la pose de matériaux déposés et mis à sa disposition par un tiers. Plusieurs plateformes de ce type existent déjà.

MASTER CLASS

L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE DANS LE BÂTIMENT



É & C / Fausse bonne idée alors ?

C. S. / Non c'est une excellente idée au contraire, mais il va juste falloir y aller progressivement. Il faut tenir compte des spécificités de chaque projet, en faisant levier sur les aspects architecturaux par exemple. Le principe est également plus facile à accepter par un maître d'ouvrage quand il s'agit d'auto-réemploi. Il faudra le favoriser. Mais dès que l'on touche à l'intérieur du bâtiment, au confort, à l'acoustique ou à la sécurité incendie par exemple cela se complique car il faudra réaliser des études complémentaires qui ont un coût. De la même façon, il faut avancer sur les méthodes de déconstruction. Car l'état d'un produit que l'on souhaite réemployer est lié à la finesse de la dépose.

Prenez l'exemple d'une démolition chez un bailleur social. Les sanitaires sont souvent en parfait état et nous proposons parfois au maître d'ouvrage de les démonter, de les nettoyer, de les réviser et de les stocker non pas pour du réemploi en construction neuve mais pour les réinjecter dans leur circuit de maintenance. Il refuse dans la plupart des cas car ça lui coûte plus cher que d'en acheter chez un grossiste des nouveaux au fur et à mesure de ses besoins.



Sans parler du stockage qui nécessite de la place et qui donc a une incidence indirecte sur le coût.

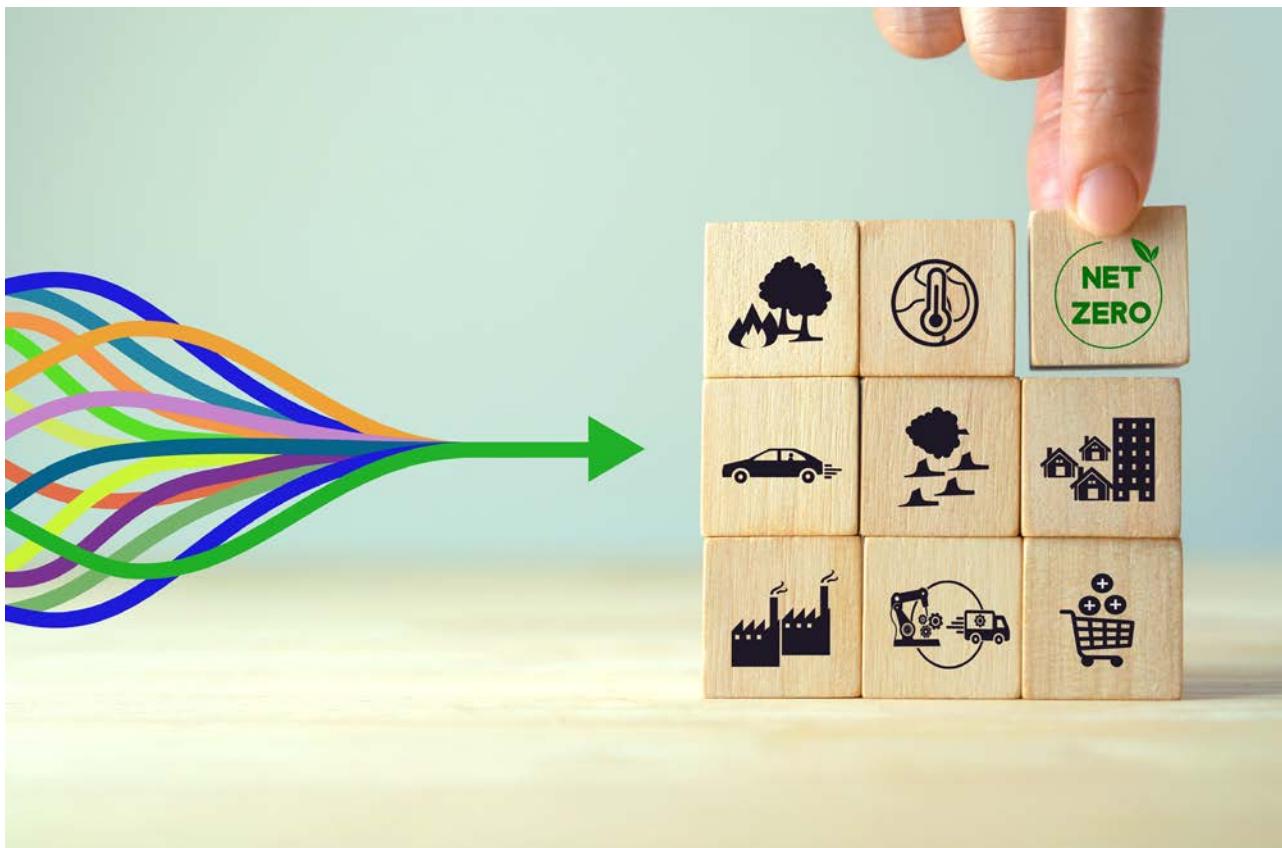
É & C / Quelle est la solution ?

C. S. / De nouveaux acteurs voient le jour. Ils sont issus de l'économie sociale et solidaire. Ils commencent à répondre aux appels d'offre au titre du réemploi mais avec une orientation grand public.

Les plateformes qui proposent les produits déposés sont proposés pour l'instant aux particuliers. C'est une première étape mais ce n'est pas suffisant. Il faut régler en priorité le problème assurantiel pour avancer sur le sujet car si les entreprises ne peuvent pas avancer sur le sujet, la machine va se gripper. Ça va prendre encore beaucoup de temps.

RÉGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE

RE 2020 : UNE CONVERGENCE D'INTÉRÊTS



La réglementation environnementale 2020 (RE 2020) est entrée en vigueur dans l'habitat le 1^{er} janvier 2022. Frein à court terme ou opportunité pour l'ensemble de la filière construction à long terme, elle divise autant qu'elle rassemble. 4 sujets font l'objet d'analyses et de débats. Celui de l'énergie, celui du poids carbone du bâtiment et de son cycle de vie, celui de la qualité des logements et du confort d'été et enfin celui de la qualité de l'air.

Comment aligner les intérêts parfois divergents, au moins en termes de calendrier, des différentes composantes de la famille du bâtiment ? Comment créer un référentiel commun et déclinable région par région pour compléter la réglementation et la rendre plus efficiente ? Le magazine Économie & Construction est allé à la rencontre des principaux acteurs de la filière pour comprendre comment ils s'en sont saisis et comment ils envisagent les prochains jalons. Interviews croisées.

RÔLE ET ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'OUVRAGE LES BAILLEURS AU CŒUR DE LA RE 2020



INTERVIEW DE

ALAIN CAUCHY,

DIRECTEUR DU PATRIMOINE
GROUPE CDC HABITAT

Économie & Construction / En tant que maître d'ouvrage et bailleur, comment vous êtes-vous saisi de la nouvelle réglementation ?

Alain Cauchy / Pour un bailleur tel que le groupe CDC Habitat, la réglementation environnementale 2020 a de rassurant que les objectifs majeurs qui la constituent, comme la sobriété énergétique par la conception et la limitation des consommations, la réduction de l'impact carbone des composants du bâtiment et des consommations d'énergie, ou encore la limitation des situations d'inconfort en période estivale, sont précisément les objectifs que s'est donné le Groupe depuis la mise en place de son Plan Stratégique Énergétique (PSE) en 2008, associé à une feuille de route environnementale et complété en 2021 par le développement d'un Plan d'Adaptation au Changement Climatique (PACC).

É & C / Vous êtes donc au cœur des ambitions de la RE 2020.

A. C. / C'est indéniable. De par nos objectifs de réduction des consommations : la consommation moyenne du parc de logement familial du Groupe, de 229 kWhep/m²/an en 2008, a été ramenée à 137 kWhep/m²/an, soit une réduction de 40 %, mais aussi en associant, dès 2012, à tous nos projets de construction, puis

de réhabilitation, un indicateur « EVE Habitat » d'évaluation de la performance environnementale. Portant sur les axes « Énergie », « Eau » et « Santé » il s'appuie sur une Analyse de Cycle de Vie (ACV) grâce aux fiches FDES que les économistes connaissent bien. Enfin, avec le développement de son PACC, CDC Habitat projette le déploiement de Diagnostics de Performance Résilience (DPR) sur le patrimoine le plus exposé aux aléas climatiques (tel que l'augmentation des températures).

É & C / Pourquoi cette volonté d'être en avance de phases est-elle si importante pour CDC Habitat ?

A. C. / Pour un bailleur le sujet ne relève pas uniquement du patrimoine, mais aussi de la gestion locative. Nous devons apprécier la RE 2020 en tant que qualité de service rendu à l'utilisateur final : le locataire.

Outre l'enjeu social et sociétal d'une nécessaire atténuation des impacts environnementaux, et donc une réduction des émissions de GES, le bailleur porte la responsabilité de la maîtrise des charges locatives donc de la maîtrise des consommations et du choix des vecteurs énergétiques.

En tant que maître d'ouvrage, il porte aussi la responsabilité du développement de l'offre et

donc, dans ce nouveau cadre contraint de la RE 2020, de maintenir un niveau de production suffisant.

É & C / À propos de ce rôle de Maître d'Ouvrage, comment l'envisagez-vous au regard de la RE 2020 ?

A. C. / Pour remplir notre mission dans des conditions optimales, nous devons continuer de construire, en quantité suffisante. La RE 2020 n'est pas un outil de conception, ce n'est pas non plus un outil de la Maîtrise d'ouvrage, mais c'est à la Maîtrise d'ouvrage qu'incombe la responsabilité de son application et donc de l'atteinte des objectifs de résultats.

La RE 2020 n'a pas été conçue par les Maîtres d'ouvrage, mais ceux-ci doivent garder la maîtrise des caractéristiques techniques et des niveaux de performance (supérieurs ou égaux à ceux de la RE) qu'ils souhaitent mettre en œuvre.

Le groupe CDC Habitat souhaite définir ses propres exigences de performance. Au moment de la RT2005 nous avions fait le choix de produire au niveau BBC, pour la RT2012, alors que des dérogations étaient tolérées pour les bâtiments collectifs, nous avions fait le choix de l'appliquer complètement. Par ailleurs dès 2008 nous avons fait le choix de certifier nos constructions.



ZAC SAINT-MARTIN-DU-TOUCH

43 logements sociaux situés dans le secteur Halte Saint-Martin, à l'ouest de Toulouse sont en cours de travaux depuis le 13/12/2021.

Le programme se décompose en deux bâtiments collectifs :

- Bâtiment A en R+7 qui abrite à son RdC l'ensemble des locaux de services ainsi qu'1 T4, puis sur chaque niveau 1 T4 et 3 T3. Cette organisation des étages supérieurs permet une double exposition pour tous les logements (logement d'angle) ainsi qu'une superposition rationnelle des éléments techniques ;

- Bâtiment B en R+2, qui abrite 3 T5 et 11 T2.

Ce projet intègre une chaufferie bois avec un appoint gaz. Il vise la certification NF Habitat HQE avec un label E+C- niveau E2C1.

- Architecte mandataire : GGR Architectes
- BET VRD : O'Cap
- BET structure : Nedd
- BET thermique et fluide : SIEA / F4 / Montet
- Économiste de la construction : Polymétie
- Paysagiste : Lets Grow

Le retour d'expérience des premières opérations en 2022 nous aidera à définir nos objectifs : viser directement les exigences 2025 de la RE 2020 ou attendre le label qui est en cours de définition.

Les enjeux sont forts dans un contexte économique bouleversé. Les caractéristiques techniques et la performance qui passeront au crible de la RE 2020 sont dépendants des procédés constructifs et des choix de matériaux, mais aussi des installations thermiques et des choix de vecteurs énergétiques. Il faut que nous arrivions à trouver les bons équilibres entre les choix de procédés constructifs. Concernant le bois par exemple, nous avons commencé à construire en ossature bois dans le groupe (CDC Habitat, CDC Habitat Social, Adoma) et nous allons continuer à le faire en étudiant notamment les procédés mixtes.

Nous devons également intégrer à notre réflexion, les autres matériaux biosourcés (Béton de chanvre pour Maisons et Cités) et le principe de réemploi en économie circulaire.

Il en est de même pour les installations thermiques avec en perspective, au-delà du choix technique, l'exploitation et la maintenance et les coûts induits en matière de charges locatives. Nous avons beaucoup travaillé à la réduction de la consommation, mais le recours à de nouvelles énergies et à de nouvelles installations a un coût.

É & C / Beaucoup d'inconnues donc ?

A. C. / C'est vrai, il y a beaucoup de questions pour lesquelles nous n'avons pas toutes les réponses à ce jour. Les constructeurs et industriels sont-ils prêts techniquement et économiquement ? Quelles sont les énergies renouvelables qui sont une réelle alternative aux énergies fossiles ?

É & C / Comment CDC Habitat intègre ses exigences propres à ses cahiers des charges ?

A. C. / Nos équipes de maîtrise d'ouvrage internes travaillent à partir de référentiels CDC Habitat. Nous avons nos propres guides techniques de performance sur lesquels nous échangeons avec les promoteurs pour les guider lors de leurs propositions.

Grâce à notre maîtrise d'ouvrage et nos acheteurs de VEFA, nous maintenons depuis longtemps cette ambition et cette culture de référentiels qui embarquent nos exigences et cadrent l'analyse.

Pour aller plus loin que les exigences de la RE 2020, nous réfléchissons à nous faire accompagner en AMO et nous nous interrogeons sur les profils à mobiliser en fonction des sujets, bureaux d'études spécialisés et économistes de la construction.

É & C / Quelles sont les prochaines étapes ?

A. C. / Nous venons de mettre en place en 2022, une démarche que nous avons appelée « feuille de route RE 2020 » afin de poser les bases d'un premier point d'étape à fin 2022 sur les projets tel qu'ils vont être lancés. Nous allons piloter cela avec des ateliers en élargissant le périmètre d'analyse en intégrant notamment les sociétés du réseau CDC Habitat Partenaires pour les associer à cette réflexion. Il s'agit de capitaliser sur les retours d'expérience et de partager. Le dispositif sera accompagné d'un parcours de formation des équipes concernées.

FILIÈRE BOIS : FAVORISER LA MIXITÉ DES MATÉRIAUX



INTERVIEW DE

THIERRY DUCROS,

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNION DES MÉTIERS DU BOIS – FFB
PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DU BÂTIMENT
DE L'HÉRAULT

Économie & Construction / Quelle est la place de l'UMB dans l'acte de construire ?

Thierry Ducros / Nous faisons partie de la grande famille du bâtiment et sommes complètement intégrés à la FFB mais nous sommes également à part entière partie prenante de la filière bois et de ses instances. Nous sommes donc le trait d'union entre l'amont et l'aval de la filière. Nous regroupons 3 familles de métiers autour de la menuiserie intérieure et de l'agencement, de la menuiserie extérieure et enfin de la charpente et de la construction bois. Nos 3 composantes, participent chacune à leur niveau aux objectifs fixés par la RE 2020. Dès lors que l'on utilise du bois dans une construction comme, par exemple, des volets bois extérieurs, des menuiseries extérieures, des parquets en bois massif, on participe à la baisse du bilan carbone.

É & C / Quels sont pour vous les principaux enjeux de la RE 2020 ?

T. C. / En premier lieu, un enjeu de cohésion et de collaboration avec l'ensemble des parties prenantes du bâtiment. Nous avons, comme toute la filière de la construction, été surpris par l'annonce du gouvernement du 23 novembre dernier à propos de la RE020. En effet la filière bois n'a jamais demandé que tout soit construit en bois. Nous sommes cependant prêts à parti-

ciper à notre niveau, à l'atteinte des objectifs qui sont fixés par la loi.

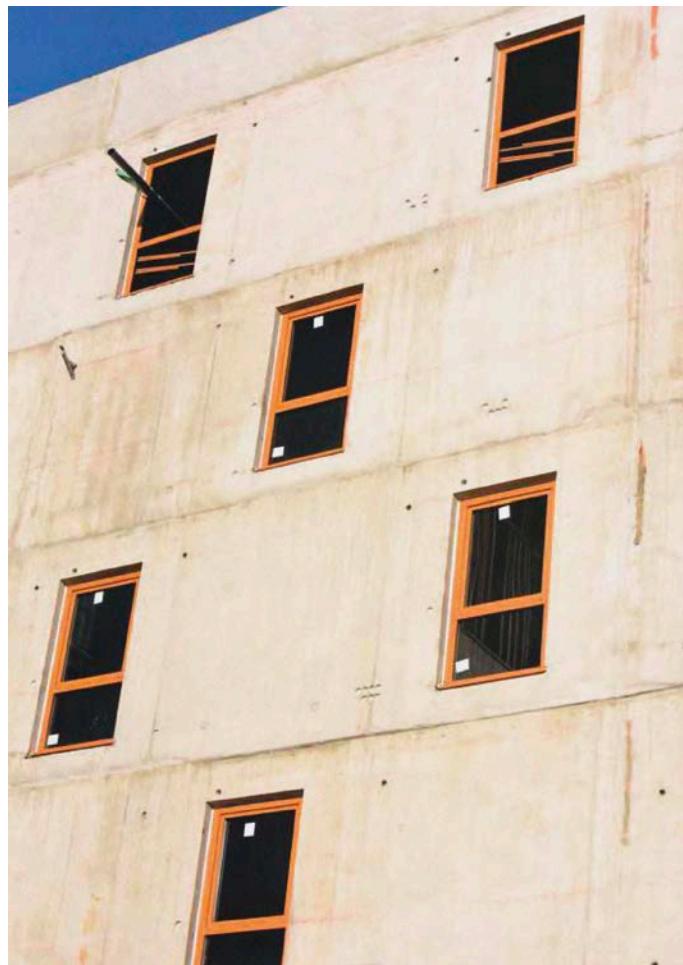
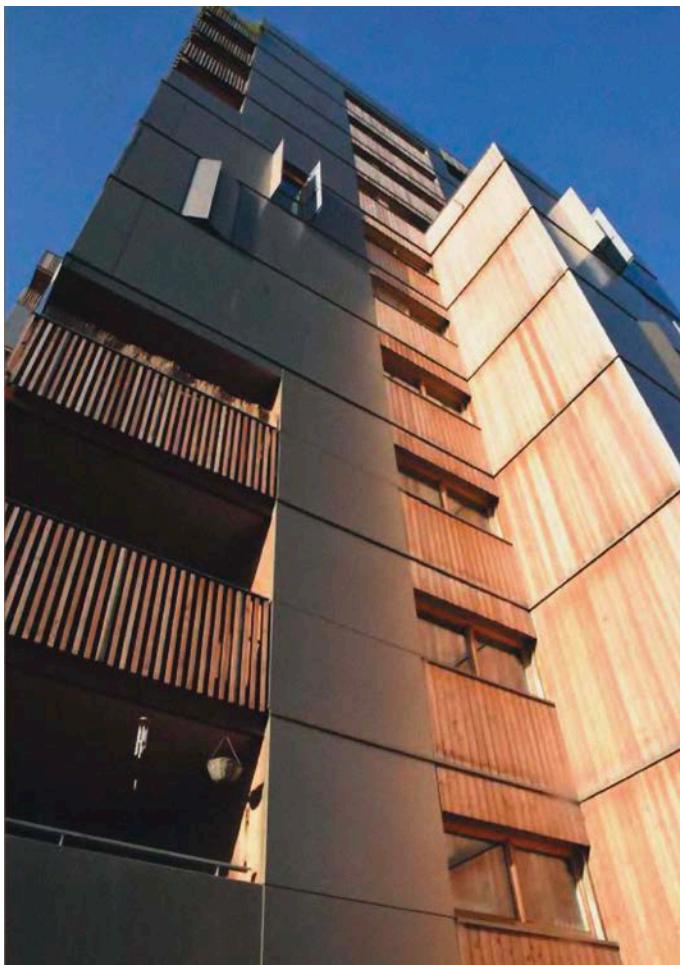
Pour cela nous pouvons nous approvisionner soit en France soit en Europe. La forêt française est devenue la 4^e forêt européenne avec une croissance de 120 millions de m³ par an. Un accroissement qui est aujourd'hui utilisé seulement à 55 % par la filière. En ce qui concerne les essences, nous sommes cependant contraints de tenir compte des choix faits par la filière amont car les résineux destinés aux structures des maisons à ossature bois ou les charpentes ne représentent que 30 % de la forêt française. La filière amont doit également s'adapter et passer à l'étape industrielle, notamment en matière de sciage pour accompagner le développement du système constructif bois.

É & C / Vous parlez d'approvisionnement à l'étranger, cela ne vient pas alourdir le bilan carbone ?

T. C. / Concernant le bilan carbone, il faut savoir que la structure même de nos forêts en massifs montagneux et la difficulté d'exploitation sur ces sites s'équilibrent avec un approvisionnement à l'étranger, en particulier dans les forêts nordiques plantées en plaine et dont l'exploitation est moins polluante et l'expédition des arbres faite par bateau. Nous respectons donc l'esprit de la loi.

É & C / La filière est prête pour répondre aux besoins croissants ?

T. C. / Côté mise en œuvre de la RE 2020, nous sommes organisés pour répondre aux besoins en construction et rénovation bois. Il y a en France déjà 2 000 entreprises de 27 000 salariés qui sont structurées et organisées pour faire de la construction bois et plus de 200 bureaux d'études spécialisés. Il y a cependant un besoin de cadrage économique et de référentiel de prix pour accompagner ce nouveau marché car nous manquons de repères. Nous avons réalisé des études de prix avec l'UICB qui nous donnent pour une surface de 100 m² habitables, soit l'équilibre par rapport à une construction traditionnelle, soit 10 % maximum d'écart, en fonction des systèmes constructifs comparés. Nous constatons un réel déphasage entre les estimations qui sont faites en amont des projets et les remontées du terrain avec des écarts de l'ordre de 20 %. Nous avons donc un sujet commun avec les économistes qui doit se traiter aussi bien nationalement que localement. Dans l'Hérault nous avons commencé à traiter ce sujet avec l'Untec et l'ensemble des parties prenantes au sein de l'OGBTP départementale.



É & C / Comment voyez-vous l'avenir en matière de construction bois ?

T. C. / Nous croyons beaucoup à la mixité des matériaux et à la collaboration avec l'ensemble des corps d'état. Il nous faut tous nous imprégner des enjeux et de l'esprit de la RE 2020. Nous ne croyons pas non plus au tout industriel et privilégions le sur-mesure en préservant l'accès au marché à des entreprises de toutes tailles, et ce pour construire soit des maisons individuelles, soit des immeubles en R+8. Il faut également avoir en tête qu'il y a des points d'étape prévus dans la loi en 2025, 2028 et 2031. Ces jalons permettront de faire le point sur l'avancée de l'ensemble des parties prenantes de l'acte de construire tant en matière financière, que d'organisation ou que de formation des compagnons. La formation va être cruciale pour faciliter la collaboration entre les différents métiers du bâtiment.

É & C / Qu'est-ce qui pourrait freiner le mouvement engagé ?

T. C. / Clairement la hausse des prix des matières premières. Aujourd'hui les prix sont très volatiles, nous sommes dans une phase économique tendue et aberrante. Certains fournisseurs garantissent leurs prix pendant 48h seulement. Entre la pénurie des matières premières et l'augmentation des prix de l'énergie, les entreprises qui sont engagées dans des marchés non révisables perdent de l'argent sur chaque chantier. Ce flou est un risque pour l'activité en général et pour la RE 2020 en particulier. C'est un casse-tête pour toute la filière construction.

LES ACTEURS DE LA CONSTRUCTION BOIS

2 000 entreprises de bâtiment et industrielles

27 000 salariés

**Chiffre d'affaires total
4 MDs d'euros dont la moitié sur la construction bois**

10 000 entreprises de charpente en France

200 bureaux d'études spécialisés bois indépendants

PERFORMANCE DE L'ENVELOPPE ET GAIN DE BBIO, PARCE QUE LE LOGEMENT DURABLE LE VAUT BIEN



INTERVIEW DE

CÉLINE DUCROQUETZ,
RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT
FÉDÉRATION FRANÇAISE
DES TUILES ET BRIQUES

Économie & Construction / Comment la filière des tuiles et briques a-t-elle appréhendé la RE 2020 ?

Céline Ducroquetz / La RE 2020 porte des ambitions que la filière des tuiles et briques partage : sobriété énergétique des constructions, prise en compte du confort d'été et principe de l'évaluation environnementale du bâtiment via la diminution des Émissions de Gaz à Effets de Serre (EGES) des bâtiments neufs. La brique de structure isolante est utilisée pour la construction des murs d'un logement neuf sur trois en France¹ : son positionnement au regard de ces enjeux, est donc attendu par les professionnels.

La décarbonation de l'industrie est un engagement structurant de la filière². Les simulations réalisées³ à partir de configurations actuelles d'utilisation courantes de bâtiment de logement dont la structure est en briques sont compatibles avec les seuils fixés pour l'ic construction jusqu'en 2028.

Consciente des enjeux, la filière a pris des engagements forts avec l'État pour décar-

boner sa production avec des objectifs de - 27% d'émissions de CO₂ en 2030 et - 80 % en 2050 par rapport aux émissions de 2015.

É & C / Pourquoi le Bbio est-il un levier pour la construction durable ?

C. D. / Dans la RT 2012, l'indicateur Cep (consommation conventionnelle d'énergie primaire) était contraignant mais l'exigence sur l'enveloppe n'était pas suffisante pour inciter à l'enveloppe performante. Dans la RE 2020, c'est le Bbio, indicateur de conception bioclimatique qui devient dimensionnant (même si les exigences initiales sont amoindries par diverses modulations, notamment pour les grands logements collectifs).

Pour le logement neuf, la sobriété du bâtiment est un prérequis à l'efficacité énergétique. Une enveloppe performante, c'est-à-dire d'abord isolante, est une condition incontournable pour limiter au maximum les besoins du bâtiment (chauffage, refroidissement, éclairage) et donc les consommations des équipements qui seront installés à l'intérieur. Ces consommations et l'entretien des équipements pèsent directement

sur le budget des ménages et des bailleurs : c'est d'ailleurs l'essentiel des coûts dans le coût global de la vie du bâtiment⁴. La performance du bâti est une amélioration complexe et coûteuse pendant la vie du bâtiment.

Le gain performanciel du bâti, une fois le bâtiment en phase d'usage, ne pourra passer que par des travaux d'isolation en ITE, dont la mise en œuvre peut être complexe et coûteuse, ou via le renforcement de l'isolation intérieure, au prix de perte de surface habitable et de perturbation de la vie des habitants.

C'est donc bien au moment de la construction qu'il est optimal de travailler la performance de l'enveloppe via le choix des matériaux et la vigilance apportée au traitement des ponts thermiques.

É & C / Quelles solutions proposez-vous ?

C. D. / Les solutions existent sur le marché dès aujourd'hui pour répondre aux exigences de la RE 2020. En logement collectif des configurations⁵ associant une brique de résistance thermique R=1 m².K/W avec 12 cm d'isolant t30 et des planelles isolées de R = 0,5 pour le traitement du pont thermique de plancher intermédiaire respectent déjà le Bbio Max avec une marge significative de 5 à 11 points.

1/ Observatoire de la Construction Neuve, 2020 – BatiEtudes.

2/ Feuille de route de décarbonation.

3/ Études Pouget Consultants, 2021.

4/ Entretien Franck Dessemont, Président de l'Untec, paru dans les CTB le 02/03/2022 :

<https://www.cahiers-techniques-batiment.fr/article/un-observatoire-des-prix-pour-accompagner-la-re2020.57312>.

5/ Études Pouget Consultants, 2021.



Pour renforcer encore cette performance sur des configurations complexes, les fabricants proposent des gammes associant des briques de R allant jusqu'à 1,5 et des accessoires (planelles isolées, linteaux, coffres de volets roulants..).

La brique de structure isolante $R \geq 1$ est un élément porteur dont la performance thermique intrinsèque permet aussi de gagner de la surface habitable par rapport à une maçonnerie courante (3 % minimum, avec une brique de $R=1^{\circ}$) en limitant l'augmentation d'épaisseur d'isolant associé, à R de mur constant.





É & C / Des leviers complémentaires existent pour améliorer le Bbio ?

C. D. / Outre l'augmentation de la résistance thermique de la brique, les études de sensibilité révèlent plusieurs leviers pour gagner des points de Bbio dont :

- les coffres de volets roulants isolés : ils apportent un gain de Bbio de 1 (zone H1a) à 2 points (zones H2b et H3) en limitant les besoins de chauffage du bâtiment et peuvent très facilement être associés à la gestion crépusculaire des volets roulants (pour un gain de Bbio jusque 5 points en zone H2b) ou des brise-soleils orientables (pour un gain de Bbio de 11 points en zone H3) ;
- les cloisons intérieures de terre cuite : elles permettent de renforcer le Bbio jusqu'à 7 points en zone H3 en limitant les besoins de refroidissement par apport d'inertie thermique.

Comme le rappelle Franck Dessemon, Président de l'Untec, dans un entretien paru dans les CTB⁷ : « L'investissement initial ne pèse que 15 % du coût global de la vie du bâtiment ».



C'est l'habitant, quel que soit son statut, et le bailleur (particulier, société privée ou bailleur social) du logement qui auront à charge ces coûts de consommation d'énergie quels qu'ils soient, de maintenance et de renouvellement des équipements.

Le choix d'investir au moment de la construction dans un bâti performant et de qualité permet de préserver le pouvoir d'achat des ménages, leur confort de vie et l'avenir de la planète.

⁷/ Entretien Franck Dessemon, Président de l'Untec, paru dans les CTB le 02/03/2022 : <https://www.cahiers-techniques-batiment.fr/article/un-observatoire-des-prix-pour-accompagner-la-re2020.57312>.

RE 2020 : UNE FORMATION UNTEC SERVICES POUR ACCOMPAGNER LA RÉVOLUTION CARBONE



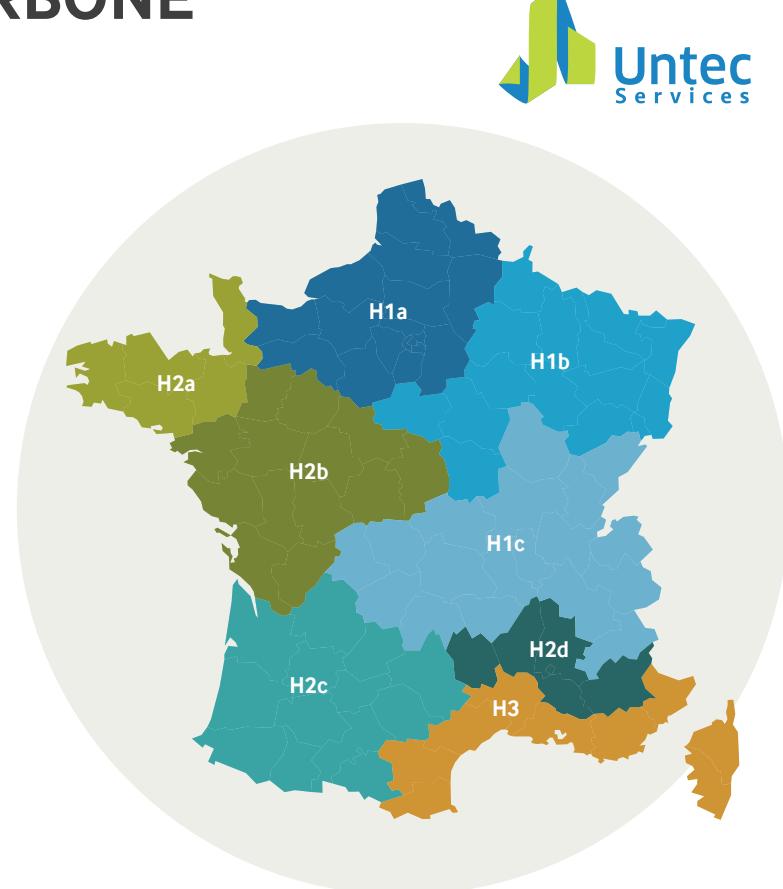
INTERVIEW DE

SYLVAIN TIESSIER,

ÉCONOMISTE DE LA CONSTRUCTION,
CONCEPTEUR PASSIF, GÉRANT DU CABINET
BET ECHOS ET RÉFÉRENT RE2020,
CARBONE ET FRUGALITÉ POUR L'UNTEC

Économie & Construction / Pourquoi une formation sur la RE 2020 ?

Sylvain Teissier / L'Untec a toujours fait partie des groupes de travail de la filière aux côtés des pouvoirs publics pour élaborer les futures réglementations. Nous pouvons ainsi identifier en amont les tendances d'évolution de nos métiers au regard de ces réglementations. Pour la RE 2020 nous avons compris très vite que nous nous engagions vers un saut qualitatif important pour l'énergie mais pas seulement. Le bilan carbone est un sujet à part entière. Nous avions anticipé et proposé à l'Untec Services, un Mooc ACV il y a plus de 2 ans. Pour la RE 2020, nous avons dès le mois de septembre 2021 réalisé un certain nombre de simulations de projets pour comprendre ce qu'allait entraîner la nouvelle réglementation. Nous avons élaboré une formation basée sur ces simulations pour construire des modèles capables d'évoluer en fonction des seuils qui vont se durcir tous les 3 ans dans les années à venir. Cela va modifier en profondeur notre façon de concevoir les bâtiments avec des exigences nationales et régionales modulées selon les zones climatiques identifiées dans la RE 2020.



É & C / Pourquoi avoir découpé la formation en zone climatique ?

S. T. / Il nous paraissait logique pour former tous les collègues économistes de le faire en proposant une formation par zone climatique. Pour chaque session nous adaptons les simulations aux exigences des zones climatiques concernées. Nous avons modélisé plusieurs projets de logements en énergie et en carbone. Nous avons travaillé sur les exigences 2022, 2025, 2028, 2031 et en particulier sur la variation carbone de l'indicateur énergétique et sur celles de la construction en

jouant par exemple sur le mode de production de l'eau chaude sanitaire tout en conservant par exemple un chauffage au gaz. Mais ce n'est pas linéaire. Nous pouvons jouer sur de nombreux leviers pour respecter les obligations de la RE 2020. Tous les économistes qui participent aujourd'hui aux formations ont compris que les études carbone seraient centrales dans l'économie de la construction en particulier sur le choix des produits de construction dans les années à venir. Ils ont parfaitement intégré l'importance de ce nouvel indicateur. La preuve en est, nous avons à chaque session 30 à 50 économistes.



L'ÉTAT A CHARGÉ LA DGALN,

Le Plan Bâtiment Durable, l'Alliance HQE-GBC, le Collectif Effinergie et le Collectif des Démarches Quartiers Bâtiments Durables de proposer un référentiel « label RE2020 » afin de préfigurer la future réglementation environnementale.

Ce Groupement d'Intérêt Écologique (GIE) a de nombreuses thématiques à défricher en élargissant la réflexion à la mesure des performances énergétiques effectives, l'intégration du bâtiment dans les réseaux, le confort et la santé, la gestion durable de l'eau, l'économie circulaire et la biodiversité.

À terme l'État propose que le label puisse concurrencer les grandes marques internationales telles que Breeam et Leed, avec comme objectif de « valoriser le secteur français de la construction à l'international ».

É & C / Côté donneurs d'ordre, est-ce que la mobilisation est au rendez-vous sur le sujet de la RE 2020 ?

S. T. / Il faut distinguer les différents donneurs d'ordre avec lesquels nous travaillons. Tous n'ont pas la même maturité sur le sujet. Les promoteurs n'ont pas les mêmes aspirations que les bailleurs sociaux ou les communes en la matière. Ils ont tous compris qu'il fallait trouver une alternative au gaz en raison de l'objectif de décarbonation mais aussi en raison de la conjoncture de rareté et d'inflation du prix. Ils ont intégré également la nécessité d'aller vers des matériaux naturels moins polluants dans la construction, en tenant compte que les économistes vont les aider en matière de prescription. Dans la formation nous montrons par exemple que l'investissement dans un matériau naturel d'isolation ne rajoute que 1 % au coût final. Je ne suis pas sûr cependant qu'ils aient compris que les économistes pouvaient les aider sur le carbone.

É & C / Comment est-ce que cela s'articule avec le bio sourcing ?

S. T. / Dès l'instant où nous parlons de carbone, tout le monde comprend qu'il faut aller vers des produits naturels. C'est le cas du bois par exemple. Qu'il soit coupé en France puis transformé à l'étranger ou acheté à l'étranger et acheminé en France, globalement son bilan carbone reste positif car il stocke du carbone. Mais il faut se positionner dans un système d'amélioration continue du bilan carbone, en intégrant au fur et à mesure des produits naturels dans un mix vertueux avec une démarche d'acculturation et de maîtrise des coûts progressive et permanente. La prescription ne pourra de toute façon pas se faire sans une maîtrise des coûts en amont pour pouvoir faire les choix en matière de systèmes constructifs pertinents pour un projet ou un autre. Un bilan carbone c'est entre 100 et 300 éléments qui peuvent varier et sans tomber dans l'effet catalogue, nous pouvons les moduler et les faire évoluer pour obtenir le meilleur compromis dans une approche itérative avec l'ensemble de la filière.



PROCHAINES SESSIONS DE FORMATION



POUR VOUS INSCRIRE:
<https://www.untec.com/wp-content/uploads/2021/12/Bulletin-Inscription-2022-RE2020-2.pdf>



POUR PLUS D'INFORMATION, CONTACTEZ:
Rémy DESFORGES, Consultant formation:
01 45 63 54 78 - formation@untec-services.fr

LES SMART SYSTÈMES EN BÉTON DANS LA BOUCLE DE LA CONSTRUCTION DURABLE ET CIRCULAIRE



INTERVIEW DE

CHRISTIAN JACOB,

**PRÉSIDENT DE LA COMMISSION
MARKETING & COMMUNICATION
DE LA FÉDÉRATION DE L'INDUSTRIE
DU BÉTON (FIB)**



Économie & Construction / Comment la Fédération de l'Industrie du Béton appréhende-t-elle les enjeux de la transition environnementale ?

Christian Jacob / Les produits et systèmes préfabriqués en béton, à destination du bâtiment, des travaux publics et du génie civil, offrent des solutions innovantes et décarbonées qui répondent aux enjeux de la transition environnementale et aux attentes des citoyens d'une ville plus durable et circulaire. Au travers des Smart Systèmes en Béton, la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB) a initié un programme pour valoriser l'intelligence embarquée dans chacune des solutions préfabriquées en béton, en termes d'économie des territoires, de ressources, d'énergie et de fonctionnalité, résolument inscrites dans une voie de production responsable et connectée.

É & C / Comment avez-vous organisé la production de ces Smart Systèmes en Béton ?

C. J. / Les Smart Systèmes en Béton sont fabriqués par un réseau 100% local de production de matériaux au plus près des marchés, favorisant ainsi les boucles courtes et leur traçabilité sur l'ensemble de la chaîne de production. Les

722 sites de production de l'Industrie du Béton, répartis partout en France, forment un maillage territorial très dense. Ces entreprises, composées à 96 % par des PME-PMI françaises, ancrées dans la vie locale, s'inscrivent dans une dynamique d'économie territoriale et de création de valeur durable. Elles offrent des métiers de proximité, des emplois directs et locaux qui contribuent pleinement à la vitalité économique des territoires.

É & C / Vous parlez de proximité et de territoires, vous favorisez donc les circuits courts ?

C. J. / Les industriels du béton sont engagés dans une démarche exemplaire d'économie circulaire, de préservation des ressources, de valorisation des déchets, dans une logique de chantiers propres, en intégrant la dimension environnementale dès la conception d'un projet. 100 % recyclables en fin de vie, les Smart Systèmes en Béton sont en phase avec les nouveaux modes de conception/construction incluant la déconstruction sélective, grâce à des ouvrages pensés dès la conception pour être plus facilement déconstructibles. L'objectif est de réduire l'impact carbone et d'optimiser les coûts, en particulier en minimisant les quantités envoyées en décharge

et en raccourcissant les circuits d'approvisionnement en matières ou en privilégiant l'utilisation de bétons bas carbone ou recyclés, de co-produits industriels issus de déchets (coquillages, pneus..) ou de matériaux agro-sourcés (granulats végétaux, chanvre..).

É & C / Vous travaillez donc à tous les niveaux en matière d'économie de l'énergie et de réduction des nuisances ?

C. J. / En effet, la proximité des matières premières utilisées pour la fabrication des Smart Systèmes en Béton et la proximité de livraison sur les chantiers permettent de réduire significativement les nuisances, de limiter les flux et les transports de matériaux et ainsi de minimiser les coûts d'énergie. L'optimisation de la conception des produits préfabriqués en béton génère moins de pénibilité et de nuisances sur les chantiers, avec des méthodes d'assemblage et des systèmes de pose éprouvés, évitant les erreurs, nécessitant moins d'intervenants sur chantier et facilitant globalement la mise en œuvre. La diminution des coûts de production grâce aux innovations dans les process industriels contrôlés, optimisés, automatisés ou robotisés, réduit les gaspillages, les rebuts et les déchets, générant aussi moins de pénibilité et de nuisances en usines.



UTILISER LES SYSTÈMES CONSTRUCTIFS PRÉFABRIQUÉS EN BÉTON POUR PASSER À LA RE 2020

Les systèmes constructifs préfabriqués en béton sont reconnus pour leur apport structurel dans la conception d'un bâtiment. Ils contribuent à la qualité de vie et à la durabilité des logements et apportent des solutions en termes d'acoustique, de réaction et de résistance au feu, de résistance aux sollicitations sismiques notamment. Les systèmes constructifs préfabriqués en béton permettent aussi de répondre d'ores et déjà aux trois objectifs de la nouvelle réglementation environnementale RE 2020.

É & C / Cette démarche intégrée se distingue de quelle manière ?

C.J. / L'éco-conception des Smart Systèmes en Béton intègre l'économie de la fonctionnalité, en privilégiant d'excellents niveaux de performances thermiques, acoustiques, sécurité, qualité de l'air intérieur, confort d'été... mais aussi en favorisant la réversibilité et la modularité des bâtiments et des infrastructures avec des ouvrages pensés pour évoluer dans le temps. L'intégration du BIM, parfaitement adapté aux systèmes préfabriqués en béton, permet aujourd'hui à tous les acteurs de favoriser cette démarche, en rationalisant plus efficacement toutes les étapes de la construction. Dans ce cadre, l'Industrie du Béton s'est lancée dès 2015 dans un travail pionnier d'exploration du BIM pour inscrire la numérisation dans la construction et créer une dynamique sectorielle en faveur de la transition numérique.

Ces travaux ont abouti à la constitution d'un premier dictionnaire de données portant sur la description des systèmes constructifs proposés par les industriels des produits préfabriqués en béton.



INTERVIEW DE

LIONEL MONFRONT,

**DIRECTEUR PRODUITS MARCHÉS
AU CERIB**

Économie & Construction / Comment les systèmes constructifs préfabriqués en béton permettent-ils de répondre à l'objectif de sobriété énergétique et de décarbonation prévu par la RE 2020 ?

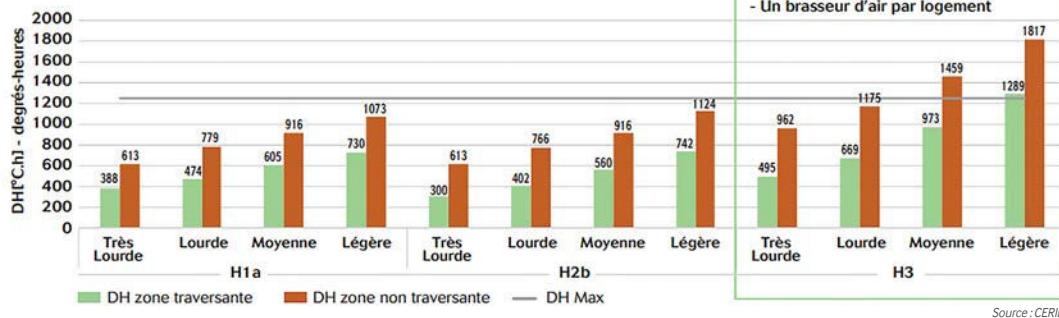
Lionel Monfront / Les systèmes constructifs préfabriqués en béton permettent de répondre à l'objectif de sobriété énergétique et de décarbonation de l'énergie en travaillant sur les performances thermiques de l'enveloppe des bâtiments et en intégrant des solutions de traitements des ponts thermiques. Il n'existe pas de solution technique unique pour atteindre les exigences thermiques pour un logement donné. Selon son type, sa zone climatique, son orientation, les choix et le savoir-faire des bureaux d'études et des entreprises, différents systèmes constructifs préfabriqués en béton peuvent être envisagés. Les différentes solutions impliquent un renforcement qualitatif du bâti mais elles ne remettent pas en cause les modes constructifs traditionnellement utilisés.

É & C / Comment envisagez-vous le contexte de réchauffement climatique global ?

L. M. / Les systèmes constructifs préfabriqués en béton contribuent fortement à garantir la fraîcheur des bâtiments en cas de forte chaleur et favoriser le confort en période estivale conférant à l'inertie thermique des bâtiments et lissant ainsi les pics de chaleur en leur sein. Ils permettent une conception passive des bâtiments, sobre en énergie et tenant compte de l'environnement, lorsqu'ils sont associés à des vitrages performants, des protections solaires mobiles ou fixes, une aération ou une ventilation naturelle nocturne qui sera plus efficace dans les logements « traversants », c'est-à-dire avec des ouvertures sur au moins deux façades d'orientations différentes. Dans les cas les plus critiques, en zone climatique H3 par exemple, la conception passive peut toutefois nécessiter un système de rafraîchissement complémentaire (brasseurs d'air par exemple).

INFLUENCE DE L'INERTIE SUR L'INCONFORT ESTIVAL DH

Zone H1a, H2b, H3 - 40 logements



É & C / L'Industrie du Béton est prête pour relever le défi de la fabrication bas carbone ?

L. M. / Les systèmes constructifs préfabriqués en béton permettent de diminuer l'impact carbone de la construction des bâtiments même s'ils ne contribuent typiquement qu'à hauteur d'environ 10 à 15 % (soit environ 50 % des lots 2 Fondations et infrastructures et 3 Superstructures et maçonnerie en maison individuelle).

La fabrication en usine des systèmes constructifs préfabriqués en béton permet d'optimiser leurs sections et leurs masses dont la diminution contribue directement à réduire l'impact carbone, tout comme l'optimisation des formules béton et la maîtrise industrielle des process de fabrication.

Les Fiches de Déclaration Environnementales et Sanitaires (FDES) et le configurateur Environnement IB établis par l'Industrie du Béton permettent aux maîtres d'ouvrage,

maîtres d'œuvre et bureaux d'études de prendre en compte la contribution réelle et vérifiée par tierce partie de 90 % des systèmes constructifs préfabriqués en béton dans l'impact carbone construction de leurs bâtiments. Les différents acteurs du marché peuvent ainsi bénéficier de cet atout environnemental des systèmes constructifs préfabriqués en béton pour concevoir et optimiser les bâtiments qu'ils réalisent. L'ensemble de ces FDES sont disponibles sur www.inies.fr qui permet également l'accès direct à Environnement IB.

inies
Les données environnementales et sanitaires de référence pour le bâtiment

- ▼ Bâtiment (4)
 - ▼ Produits de construction (4)
 - ▼ Structure / maçonnerie / gros œuvre / charpente (4)
 - ▼ Dalles et prédalles (4)
 - ▼ Béton alvéolé (1)
 - ✓ Collectif Dalle alvéolée en béton précontraint
Autres configurations possible avec l'outil Environnement-IB, FDES paramétrable
 - ▼ Béton plein armé (1)
 - ✓ Collectif Prédalle en béton armé
Autres configurations possible avec l'outil Environnement-IB, FDES paramétrable

É & C / Comment envisagez-vous les prochaines étapes prévues par la RE 2020 ?

L. M. / Au-delà de la contribution directe des produits préfabriqués en béton, leur mise en œuvre peut permettre une réduction significative de l'impact carbone (9.92 kg.CO₂eq/m² pour des blocs collés à comparer à 13.2 kg.CO₂eq/m² en pose maçonnerie par exemple).

L'emploi de liants décarbonés, le recours à des additions minérales, l'emploi de liants ternaires permettent d'anticiper les seuils de plus en plus contraignants de la RE 2020 à échéance 2028 et 2031 notamment. Outre les importants investissements déployés par l'industrie cimentaire pour diminuer sa consommation énergétique, qui représente un tiers de son impact carbone, le développement de nouveaux liants offre des solutions techniques disponibles comme l'illustre la figure ci-dessous.



Le renforcement des seuils de la RE 2020 jusqu'en 2031 nécessite une approche globale de la construction qui doit être menée avec l'ensemble des acteurs de la filière.

Chacun a un rôle à jouer pour assurer la décarbonation des bâtiments tout en assurant leur durabilité, leurs performances thermiques et acoustiques ainsi que leur résistance au feu et aux sollicitations sismiques.

Au-delà des solutions développées depuis des années et des dernières innovations, les professionnels des systèmes constructifs préfabriqués en béton sont déjà engagés dans cette démarche globale.

Exemples de maisons individuelles illustrant des choix constructifs.
La même approche de choix multiples entre les différents systèmes constructifs préfabriqués en béton s'applique aux logements collectifs.

R+1 F5 125 m² 1SDB 2WC

Perméabilité à l'air 0,4 m³ / h.m²

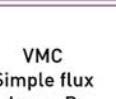
H3



© Groupe Synergisud.

R+1 F5 125m² 1SDB 2WC **H3**

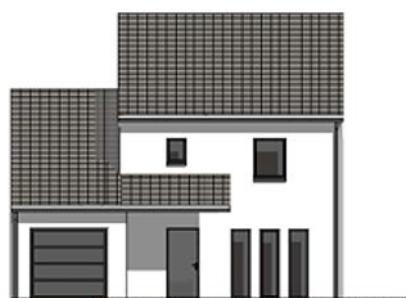
Perméabilité à l'air 0,4 m³ / h.m²

MURS	 		CLOISON > GARAGE Isolante 15 cm R = 4,0 m ² .K/W Up = 0,25 W/m ² .K
PLANCHERS			PLANCHER INTERMEDIAIRE Entrevois béton + Rupteur $\psi \leq 0,23$ /Garage : HPSE Up = 0,23 W / m ² .K
PLAFOND			MENUISERIES PVC $U_w \leq 1,3$ W/m ² .K / ALU $U_w \leq 1,5$ W/m ² .K VR $U_c \sim 0,6$ W/m ² .K Motorisé automatique + crépusculaire + 1 Brasseur d'air Porte d'entrée $U_d \leq 1,0$ W/m ² .K Porte sur garage $U_d \leq 1,0$ W/m ² .K
ÉQUIPEMENTS		Chauffage PAC air-air gainable R32 + (nuit) Appoint électrique + (SDB) Sèche serviette	ECS Chauffe Eau Thermodynamiq. Split 270 L en volume chauffé

Maison N° 1 : 106 M²

(GI, 3CH, 1SDB, 1WC et 1 CELLIER)

H1B



Baies réparties sur 2 façades

© Groupe Loriot.

Etat projeté RE 2020

Vide sanitaire – **Hourdis PSE Up 18** + Rupteurs T/L/R

Parpaings rectifiés (R = 1,01) + 120mm de laine minérale (λ 32 - R = 3,75) + BA13 (ossature à rupture de ponts th.)

BA13 + 120mm de laine minérale + BA 13 (λ 32 - R = 3,75)
(ossature à rupture de ponts th.)

360mm de laine minérale soufflée (λ 40 - R = 9,00)

Ouvrants battants PVC (Double vitrage 4/20Ar/4we - Uf : 1,4)
Coulissants en aluminium (Double vitrage 4/20Ar/4we - Uf : 1,6)
Porte d'entrée (Ud : 1,10) – Porte sur garage (Ud : 1,00)

Volet roulants automatiques

Coffre ½ linteau (Uc : 0,50)

PAC air.eau double service

Emission par PCBT avec régulation certifiée (CA : 0,8K)

Simple flux hygro B

Etanchéité du réseau par défaut (gaine souple)

0,50

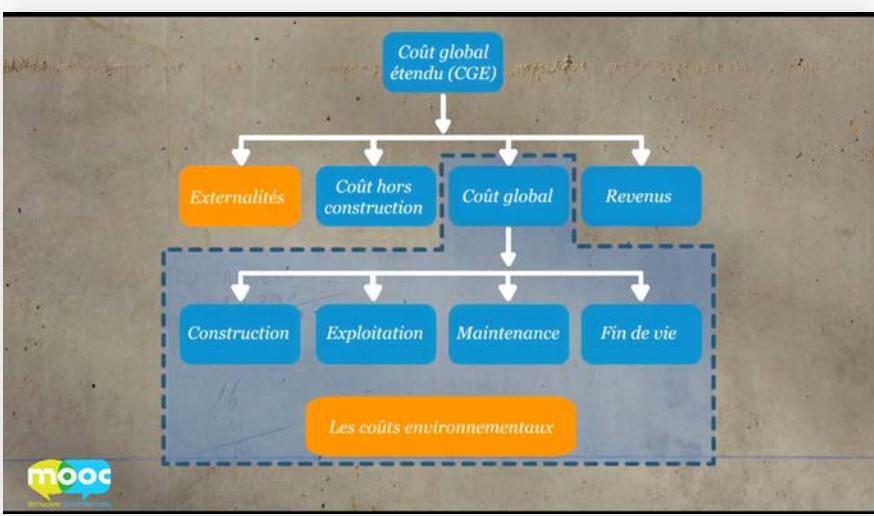
FORMATION

MOOC COÛT GLOBAL APPLIQUÉ



CE MOOC VOUS PERMETTRA DE MIEUX APPRÉHENDER TOUTES LES **NOTIONS**, LES **MODALITÉS DE CALCUL** ET **L'ANALYSE** QUE L'ON PEUT RETIRER D'UNE APPROCHE EN **COÛT GLOBAL**.

1. Le coût Global : Passer du coût d'investissement au coût global



PROGRAMME

SÉQUENCE 1

PASSER DU COÛT D'INVESTISSEMENT AU COÛT GLOBAL

- Présentation du coût global
- Méthodes d'estimation

SÉQUENCE 2

DÉFINIR LES COÛTS GLOBAUX

- Les différents coûts globaux
- Les différents coûts

SÉQUENCE 3

QUELLES DONNÉES D'ENTRÉES POUR MENER UNE ÉTUDE EN COÛT GLOBAL

- Quelles données sont nécessaires ?
- Où trouver les valeurs ?

SÉQUENCE 4

L'ANALYSE DU COÛT GLOBAL

- Les notions d'inflation et d'actualisation
- Les différents indicateurs d'analyse

SÉQUENCE 5

SIMULER UN PROJET EN COÛT GLOBAL

- Étape par étape, intégrer les informations nécessaires à l'étude
- Exemple commenté

SÉQUENCE 6

COMPARER LES SOLUTIONS

- Coût global appliquée pour choisir entre 2 variantes
- Exemple commenté
- Le coût global et le BIM



TEASER MOOC COÛT GLOBAL APPLIQUÉ :
<https://www.youtube.com/watch?v=hGx0itaDlfw>

UNTEC

À LA DÉCOUVERTE DE NOS RÉGIONS

Dynamique et enjeux syndicaux, économie et développement des territoires, les régions Untec sont au cœur des sujets qui animent la filière construction. Attractivité des métiers, pression réglementaire, relations avec les donneurs d'ordres, formation continue, place et rôle de l'économiste dans la maîtrise d'œuvre, grands chantiers, autant de sujets sur lesquels nous avons souhaité donner la parole aux présidents de région.



RÉGION ANTILLES/GUYANE



Économie & Construction / Quels sont les enjeux syndicaux de votre mandature ?

Didier Toto / La région Antilles/Guyane est une toute petite région. Nous comptons une quinzaine d'adhérents basés uniquement aux Antilles. L'enjeu principal est donc un enjeu de notoriété de l'Untec auprès des économistes de la région et bien entendu de l'ensemble du monde du bâtiment. Historiquement le sujet de l'économie de la construction est traité dans la région soit par des conducteurs de travaux indépendants de type OPC/DPC, soit par des économistes intégrés à des bureaux d'études ou à des cabinets d'architectes. Nous sommes je pense moins de 10 cabinets d'économie de la construction indépendants. Mais les choses sont en train de changer, il y a un gros potentiel de développement du métier dans la région.

Pour accompagner ce développement, nous avons besoin de faire connaître le métier auprès des jeunes. Nous allons donc à leur rencontre dans les établissements qui forment à l'économie de la construction. En Guadeloupe par exemple avec le lycée Raoul-Georges-Nicolo qui prépare au BTS économie de la construction. Beaucoup de jeunes rentrent dans ce cursus sans avoir de représentation du métier. Notre rôle est de leur présenter toutes les facettes du métier et de faire en sorte qu'ils ne soient pas esseulés en nous rejoignant.

É & C / Quelles sont les spécificités de la région Antilles/Guyane en matière de construction ?

D. T. / D'abord la filière construction n'est pas organisée exactement comme en métropole. Nous avons des instances locales transverses qui sont spécifiques.



Le projet exemplaire dans la région : le CHU de la Guadeloupe en construction / Architecture Studio, Babel et A. Nicolas (agence Alain Nicolas).

C'est le cas de la Cellule Économique Régionale de la Construction (CERC) qui regroupe plusieurs syndicats et entreprises du BTP. Les indices BTP de métropole ne sont pas adaptés à notre statut insulaire en particulier dans le contexte actuel de pénurie et de flambée générale des coûts des matériaux. Construire dans la région c'est 30 à 40 % plus élevé qu'en métropole.

Ensuite nous appliquons des réglementations spécifiques à la région et parfois île par île. C'est le cas pour la Règlement Thermique Guadeloupe 2020 (RTG) qui ne s'applique qu'en Guadeloupe. La Martinique a elle aussi sa propre réglementation thermique (RTM).

É & C / Quels sont les projets significatifs de la région Antilles/Guyane en matière de construction ?

D. T. / Il y a beaucoup de sociétés d'économie mixte qui sont des grands propriétaires fonciers et qui pilotent dans le même temps des opérations de rénovations/réhabilitations et de construction de logement pour palier au retard de la région dans le domaine. Des projets qui restent encore timides en matière de recours aux services d'économistes et souvent à l'initiative des cabinets d'architectes ou bureaux d'études qui auparavant traitaient l'économie du projet en interne.



DIDIER TOTO,

PRÉSIDENT RÉGION UNTEC ANTILLES/GUYANE

Économiste depuis 2005.

Formations : bac génie civil, BTS économie de la construction, licence professionnelle.

RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



Économie & Construction / Quels sont les enjeux syndicaux de votre mandature ?

Jérôme Mochkovitch / La région compte près de 200 membres tous collèges confondus : actifs, associés et Passeports Jeunes. Le bureau régional de l'Untec a été quasiment entièrement renouvelé il y a 1 an. Un bureau qui compte d'ailleurs 4 économistes femmes à des postes clés. Je suis personnellement engagé depuis 9 ans. Nous avons mis en place beaucoup de nouvelles actions.

Tout d'abord, la délocalisation des formations Untec Services en région. Une quinzaine de formations métiers ont été programmées entre la fin 2021 et la fin 2022. Nous avons été les premiers à demander à être formés sur le sujet de la RE 2020 par exemple. 60 économistes ont suivi cette formation en région début janvier 2022.

Nous avons également développé une plateforme d'échange de moyens entre les adhérents. Cela permet à ceux qui manquent de travail de récupérer en sous-traitance des chantiers et à ceux qui sont en surcharge de pouvoir trouver auprès des collègues adhérents de l'aide.

Nous sommes aussi très sollicités pour participer à des jurys de concours depuis plus d'un an avec un effet boule de neige important. Nous avons donc mis en place 12 économistes référents sur la région qui ont été formés sur le sujet. C'est assez symptomatique de la tendance de ces dernières années où l'économiste en tant que généraliste de la construction est devenu le pivot référent conseil des donneurs d'ordre.

La suite du mandat sera consacrée aux relations avec les écoles. Nous avons toujours des relations privilégiées avec le lycée de La Martinière à Lyon. Notre métier a toujours eu des difficultés à recruter et s'est d'autant plus vrai avec la suractivité de ces derniers mois.



Visite de fin de chantier du nouveau lycée Gergovie à Clermont-Ferrand / Architecte : Jean-Pierre Rambourdin.

Moins de la moitié des jeunes formés sur les diplômes d'économie de la construction finissent en cabinet d'économie.

É & C / Quels sont les projets significatifs de la région Auvergne-Rhône-Alpes en matière de construction ?

J. M. / Il s'agit d'un mix entre les projets liés au plan de relance et ceux qui, portés par le privé, sont venus se greffer dessus. Il y a beaucoup d'innovation en matière de systèmes constructifs et d'intégration de la nouvelle réglementation thermique. Je pense par exemple au Lycée Gergovie de Clermont-Ferrand qui est suivi en économie par mon collègue Laurent Béraud. Un projet innovant de 41 M€ avec un bâtiment E4-C2 et une construction bois-paille. Il y a une vraie place à prendre sur le calcul du bilan carbone pour les économistes. 80 % du bilan carbone est réalisé sur la base des matériaux que l'économiste va prescrire tenant compte de la zone de mise en œuvre, du poids carbone et du poids économique. C'est un mix des 3 dimensions.

Bureau Untec Auvergne-Rhône-Alpes



Vice-présidente, **Valérie Genivet**

Secrétaire, **Damien Grang**

Trésorière et Présidente du 15 & 63,
Chrystelle Pueyo

Président département 03, **Jean-Claude Fabre**

Présidente départements 07, 26 et 38,
Pascal Boulée

Président départements 42 et 43,
François Bayle

Président département 15 & 63 /
Secrétaire adjoint, **Laurent Béraud**

Trésorière adjointe & Présidente 73, **Laure Bal**

Président départements 01 et 69, **Luc Fournier**

Président département 74 / Référent
Formation, **Barthélémy Forestier**

Référent Formation, **Laurent Pénicaud**

Référents Passeport Jeunes, **Timon Bobillet / Laurent Vernoux**

Référente Communication, **Estelle Duclos**



JÉRÔME MOCHKOVITCH,

PRÉSIDENT RÉGION UNTEC AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Économiste depuis 1995.

Formations : bac génie civil, BTS économie de la construction.

RÉGION BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ



Économie & Construction / Quels sont les enjeux syndicaux de votre mandature ?

Sébastien Boudier / La région Bourgogne-Franche-Comté est une grande région par la surface mais une petite région en nombre d'adhérents. Nous comptons seulement 31 adhérents tous collèges confondus dont 16 membres actifs. Les autres sont des enseignants, des retraités ou des Passeports Jeunes. Il y a beaucoup de disparité de représentativité selon les départements. Elle est très forte dans le Jura et inexiste dans le Doubs et le Territoire de Belfort par exemple.

Nous avons donc un objectif de renforcement du nombre d'adhérents dans ces zones « blanches ». Nous les invitons notamment à nos Assemblées Régionales et salons de la prescription régionale. Il est très difficile de les mobiliser car le tissu des économistes est constitué essentiellement d'entreprises uni-personnelles et la densité de l'activité ne permet pas de penser à autre chose. Cela se ressent également au sein du bureau régional de l'Untec dont les membres doivent composer avec leur activité et des responsabilités syndicales chronophages.

Nous travaillons également à la valorisation de l'image du métier. Nous avons d'ailleurs organisé notre dernière Assemblée Régionale à l'intérieur du Lycée Saint-Paul de Besançon, le salon s'est déroulé au cœur de l'établissement et nous avons rencontré les 2 classes de BTS Management Économie de la Construction.

É & C / Quels sont les projets significatifs de la région Bourgogne-Franche-Comté en matière de construction ?

S. B. / Les grands projets sont essentiellement portés par la région et les grandes agglomérations comme Dijon ou Besançon et puis localement les Conseils Départementaux ou les offices HLM mais plutôt sur des chantiers de rénovation.



Cité des sports à Lons-le-Saunier © AUM Architecte – Économiste Boudier Ingénierie.

La promotion immobilière est aussi active mais uniquement dans le secteur de Besançon et Dijon. Globalement tous les projets ont recours à un économiste, c'est une tendance forte dans la région depuis plusieurs années.

La RE 2020 va, à mon sens, accentuer encore la tendance car l'accompagnement des critères environnementaux, impose une parfaite connaissance et maîtrise technique des matériaux à utiliser et une métrique toujours plus précise, donnant aux économistes l'opportunité de renforcer leur présence. C'est le cas du chantier de construction de la cité des sports pour le compte de l'Agglomération de Lons-le-Saunier qui bien qu'en dehors du spectre de la RE 2020, est réalisé avec une démarche de qualité environnementale forte, qui s'appuie sur une construction en bois local, des matériaux biosourcés et bas carbone, un traitement des espaces extérieurs optimisé, une gestion des eaux pluviales limitant les zones imperméables ou la prise en compte des modes de déplacements doux.



Président de région (2^e mandature)

Référent Passeport Jeunes

Président départements 25 et 39,

Sébastien Boudier

Vice-président délégué

Référent Communication

Président département 21,

Philippe Michaud

Secrétaire de Région

Présidente département 71,

Marine Pechoux

Trésorier et Président département 70 et 90,
Damien Voise

Président Département 58,
Serge Fuet

Présidente département 89,
Céline Chancy



SÉBASTIEN BOUDIER,

PRÉSIDENT RÉGION UNTEC BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Formations : BEP construction-topographie, BT économie de la construction.

Expériences professionnelles :

- économiste depuis 1999 ;
- gérant du cabinet Boudier depuis 2006.

RÉGION CENTRE- VAL DE LOIRE



Économie & Construction / Quels sont les enjeux syndicaux de votre mandature ?

Thomas Cheramy / L'enjeu numéro 1 de notre région est de renforcer le nombre d'adhérents. La région Centre-Val de Loire est étendue. Elle s'organise autour de trois pôles urbains très différents, Orléans, Tours et Chartres. À Chartres notre activité est tournée vers Paris, quant à Tours les problématiques sont plutôt locales et Orléans situés entre les deux organise son activité entre la région parisienne et le local. La Touraine est le territoire où le besoin de mobilisation est le plus grand, notre objectif est de recruter 5 nouveaux membres dont 3 à Tours.

É & C / Quels sont les sujets qui motivent votre bureau aujourd'hui ?

T. C. / Lors de la dernière Assemblée Régionale, nous avons parlé d'économie circulaire et d'éco-construction qui sont pour nous des enjeux importants avec l'entrée en vigueur de la RE 2020. Nous avons mis en place des formations sur le sujet très en amont. Nos adhérents en région sont très sensibilisés à la fois sur le volet énergétique et sur le volet carbone. Le rôle des économistes va être crucial en la matière car ce sont avant tout des quantités de matériaux mis en œuvre sur lesquels on va appliquer des FDES pour connaître le poids carbone de la construction.

Le second sujet qui nous occupe est le recrutement de collaborateurs dans nos cabinets, qui comme dans toutes les régions françaises, est compliqué. L'apprentissage, est un bon moyen pour nous pour recruter des collaborateurs en les formant à nos outils et méthodes.



Siège social du groupe « Partnaire ». Maître d'ouvrage : Semdo. Architecte : Créo'ture architectes. Économiste : l'atelier Économie et Construction 45110 Châteauneuf-sur-Loire. Source : Spectrum.

É & C / Quels sont les projets significatifs de la région Centre-Val de Loire en matière de construction ?

T. C. / La région Centre-Val de Loire subit un déséquilibre entre les trois pôles et les autres parties de la région peu actives. À Chartres, il y a une volonté du maire de rendre le bassin actif en termes d'industrie et de logements. Il y a le pôle de la gare en construction avec un parking multimodal et le développement de nombreux projets de bureaux et de logements. À Orléans, des travaux sont engagés dans la réhabilitation du Zénith. À côté d'Orléans, il y a également la base militaire d'Orléans-Bricy, qui va recevoir l'A400M. La base va donc se développer et nécessiter la construction de logements.



Secrétaire, **Axel Rocher**

Trésorier et Président département 45,

Fabrice Mauny-Rager

Référent Communication et Président département 36, **Christophe Templier**

Président département 41, **Damien Maupeu**

Président département 37, **Yann Gaillien**

Président département 18,

Laurent Strangolino

Référent Formation, **Cédric Simonneau**



THOMAS CHERAMY,

PRÉSIDENT RÉGION UNTEC CENTRE-VAL DE LOIRE

Formations : diplôme d'architecte DPLG, diplôme de 3^e cycle d'économie et de droit immobilier.

Expériences professionnelles :

- architecte en libéral de 2000 à 2007;
- co-gérant du cabinet CB Économie depuis 2007.

RÉGION GRAND-EST



Économie & Construction / Quels sont les enjeux syndicaux de votre mandature ?

Sébastien Sittler / Les deux dernières années ont été calmes en raison de la crise sanitaire. Cependant nous avons mis en place quelques chantiers, dont un qui me semble prioritaire régionalement, celui de renouer le lien avec les centres de formation, c'est à dire les lycées, les instituts universitaires, les écoles d'ingénieurs qui sont susceptibles de former au métier d'économiste.

Comme dans beaucoup de corps de métier, nous rencontrons des difficultés pour embaucher des personnes compétentes. L'idée, c'est d'aller au contact de ces lieux de formation pour leur exprimer nos besoins, pour comprendre la situation actuelle dans chaque établissement et les aider aussi via l'Untec à promouvoir le métier d'économiste qui n'est pas toujours très bien connu encore aujourd'hui malheureusement. Le but est d'organiser des interventions dans les établissements en nous appuyant sur la campagne nationale de l'Untec.

Nous participons également à l'étude préalable pour la création d'un référentiel pour un diplôme d'ingénieur, pilotée au niveau national par Guillaume Desforges, Vice-Président en charge des Affaires Sociales et de la Formation.

Notre deuxième chantier est celui du recrutement de nouveaux adhérents. La région Grand-Est compte une quarantaine d'adhérents sur un potentiel de 50 environ. Nous les invitons à nos réunions pour les sensibiliser et leur montrer la dynamique engagée en particulier avec les industriels qui participent à notre Assemblée Régionale.

Côté relation avec les donneurs d'ordre, les économistes sont globalement bien intégrés aux équipes de maîtrise d'œuvre, avec une particularité locale qui concerne l'Alsace et la Moselle où les économistes se voient confier systématiquement des missions d'exécution.



Maîtrise d'ouvrage : Ville de Strasbourg. AMO : SERS. Maîtrise d'œuvre : POPULOUS, REY DE CRECY, OTE, OTELIO, C2BI, VANGUARDIA. Club : Racing Club de Strasbourg Alsace.

É & C / Quels sont les projets significatifs de la région Grand-Est en matière de construction ?

S. S. / Dans la région, les chantiers sont différents selon les pôles urbains. Les commandes publiques et privées sont assez équilibrées. Tous les promoteurs nationaux et locaux sont présents sur la région et travaillent sur des grands programmes immobiliers. À Strasbourg, l'actuelle municipalité a la volonté de favoriser plutôt les chantiers de rénovation thermique qui sont des sujets que nous économistes devront également nous emparer. Malgré la conjoncture actuelle, de gros chantiers d'infrastructures sont en cours sur la région Grand-Est, en construction neuve ou en réhabilitation. Je pense en particulier au chantier du stade de la Meinau qui est celui de l'équipe de football du Racing Club de Strasbourg, actuellement en phase d'étude et dont le chantier démarra début 2023.

Ou encore les projets Archipel 2 dans le quartier international du Wacken à Strasbourg qui devraient accueillir à la fois des bureaux et des logements avec 1500 nouveaux habitants.

Bureau Untec Grand-Est



Vice-président, **Jean-Marc Haeberle**

Secrétaire, **Cyrille Sartor**

Trésorier, **Jean-Yves Maire**

Président départements 67 et 68, **Frédéric Turri**

Président départements 08 et 50,
Vincent Molinatti

Président départements 54, 55, 57 et 88,
Emmanuel Gehin

Président départements 10 et 52,
Jean-Michel Aumignon

Référent Formation, **Julien Delion**

Référente Passeport Jeunes, **Marie Heitz**



SÉBASTIEN SITTLER,
PRÉSIDENT RÉGION UNTEC GRAND-EST

Économiste depuis 21 ans.

Formations : bac F9 génie climatique, BTS économiste de la construction.

RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Économie & Construction / Quels sont les enjeux syndicaux de votre mandature ?

Julien Gruson / La région Hauts-de-France a une culture et une histoire particulière en matière d'économie de la construction. La place de l'économiste est différente. Dans notre région, nous ne fournissons pas les quantités aux entreprises qui les réalisent elles-mêmes. Notre métier consiste à fournir les descriptifs, les destinations. Ça change tout doucement, avec la mission qui s'appelle EXE dans les appels d'offre mais cela reste infime.

Par contre nous avons une carte à jouer avec la RE 2020 et le bilan carbone pour lequel on aura besoin des économistes pour les quantités. Pour les économistes, c'est donc une belle opportunité de renforcer leur place dans la maîtrise d'œuvre.

La région compte 75 adhérents dont 50 actifs, nous continuons à porter la bonne parole et à recruter des adhérents comme lors de notre dernière Assemblée Régionale qui s'est tenue chez un industriel et à laquelle nous avons invité des non adhérents.

Nous avons des gros problèmes de recrutements au sein de nos entreprises. Au niveau de la formation initiale, peu de jeunes qui rentrent dans la filière bâtiment se spécialisent en économie de la construction. Ils partent en entreprise ou en maîtrise d'ouvrage. Je fais parti du jury pour les oraux des BTS économie de la construction au Lycée Professionnel Henri Senez, c'est très enrichissant car je suis au contact des élèves et des enseignants et je peux faire un peu d'évangélisation. Cela reste cependant embryonnaire avec la surcharge de travail et le manque d'effectif, nous ne pouvons intervenir que par petites touches.



@ Architecte associé HBAAT/V+/Greisch.

É & C / Quels sont les projets significatifs de la région Hauts-de-France en matière de construction ?

J. G. / La métropole lilloise capte une grande partie des projets significatifs. Puis les autres agglomérations comme Lens avec son projet d'hôpital. L'activité est très cyclique dans la région. Les années se suivent sans se ressembler et la commande est alternativement publique ou privée. En ce moment c'est plutôt le privé qui porte le marché. Le cinéma de Marcq-en-Barœul est un des gros chantiers de la région. Il propose une qualité architecturale unique et va permettre la requalification de la place Doumer et contribuer au développement de ce quartier en entrée de ville. C'est à la fois un espace culturel et cinématographique empreint d'une dimension contextuelle forte propre à la commune de Marcq-en-Barœul tout en réinterprétant de manière résolument contemporaine la maçonnerie de briques, qui caractérise l'architecture de la ville.

Bureau Untec Hauts-de-France



Vice-président Délégué et Président département 02, **Johnny Meunier**

Secrétaire & Trésorier, **Christophe Delattre**

Président département 59, **Philippe Rust**

Président département 60, **Kévin Deplet**

Président département 62, **Cédric Gigot**

Président département 80, **William Suzanne**



JULIEN GRUSON,

PRÉSIDENT RÉGION UNTEC HAUTS-DE-FRANCE

Formations : Tour de France des compagnons du devoir en plomberie chauffage, bac professionnel et BTS de conducteur de travaux, licence en économie de la construction.

Expériences professionnelles :

- économiste depuis 2006;
- indépendant depuis 2016.

RÉGION ÎLE-DE-FRANCE



Économie & Construction / Quels sont les enjeux syndicaux de votre mandature ?

Jean-Luc Foucart / Nous avons 70 adhérents en région Île-de-France sur un potentiel de 120 environ. Les grandes structures sont assez peu représentées. Il faut noter que nous sommes dans une région où il est toujours difficile de mobiliser les adhérents.

Le mandat est consacré en premier lieu aux relations avec les écoles. Nous avons la chance d'avoir, en région parisienne, beaucoup d'établissements scolaires qui préparent à nos spécialités et ce du BTS au Master. Nous avons décidé de nous rapprocher de ces établissements pour exposer aux étudiants qu'à l'issue de leurs études différentes voies s'offrent à eux et notamment celles des cabinets d'économistes de la construction dans lesquels ils peuvent mettre en pratique leurs compétences. En effet, il est important de promouvoir notre profession qui est relativement confidentielle et pour laquelle le marché du travail est tendu et où beaucoup de nos structures ont du mal à recruter.

Nous organisons des Journées Régionales Étudiantes au siège national de l'Untec. Lors de la dernière édition nous étions 3 professionnels avec des activités sensiblement différentes pour présenter aux étudiants la diversité de nos missions. Ils ont également pu découvrir le Passeport Jeune et ses différents avantages (préparation CV, conseil pour les entretiens d'embauche, ...). Une autre session est prévue à l'automne 2022. À titre personnel, j'ai été invité à l'école Saint Lambert à la rencontre des BTS pour une présentation identique. Un des membres du bureau exécutif enseigne au Lycée Gustave Eiffel. Nous avons également initié, avec l'appui du bureau national et d'Untec Services, une bourse du travail sur le site web du syndicat pour les offres d'alternance, de stages ou d'emplois.



Vue panoramique de l'arboretum de Nanterre / Architectes urbanistes Leclercq Associés.

É & C / Quels sont les projets significatifs de la région Île-de-France en matière de construction ?

J.-L. F. / Le marché en Île-de-France se décompose en deux types de commandes :

- des commandes privées, pour lesquelles nous pouvons être missionnés soit dans les équipes de Maîtrise d'Œuvre traditionnelles, soit directement par les Maîtres d'Ouvrage en économie et en description ;
- des commandes publiques, pour des missions traditionnelles de MOE, néanmoins ces dernières ont souvent été organisées par des montages conception/construction ou PPP. Dans ces dernières, notre rôle d'économiste a eu tendance à perdre de l'importance pour la partie économie, à part lorsque les entreprises nous confient des missions de sécurisation de leurs budgets. Toutefois, notre rôle de descripteur est toujours d'actualité quel que soit le type d'organisation.

À l'avenir, la RE 2020 devrait dynamiser et renforcer notre rôle d'économiste de la construction notamment concernant les A.C.V. (Analyse du Cycle

de Vie). D'une part, concernant la partie quantitative (cœur de notre métier initial) et d'autre part, concernant les estimations comparatives des différentes solutions qui vont être proposées.

À titre personnel, au sein de la Société D.A.L., nous avons des projets innovants en cours et notamment l'opération Arboretum à Nanterre qui va être le plus gros ensemble immobilier d'Europe en système constructif béton/bois sur 120 000 m². Un projet qui a nécessité de notre part, de développer des référentiels de prix particuliers pour ces nouveaux types de structure.

Bureau Untec Île-de-France

Vice-président, Référent Formation,
Emmanuel Lafaye

Secrétaire et Référent Passeport Jeunes
Président département 78 et 91,
Jean-Loup Salaun

Trésorier, Président Départements 75 et 94,
Clément Bernard



JEAN-LUC FOUCART,
PRÉSIDENT RÉGION UNTEC ÎLE-DE-FRANCE

Économiste depuis 1980.

Formation : bac technique économiste de la construction.

RÉGION LA RÉUNION/ MAYOTTE



Économie & Construction / Quels sont les enjeux syndicaux de votre mandature ?

Sandrine Sooppan / La région regroupe La Réunion et Mayotte, bien qu'il n'y ait pas d'économiste installé à Mayotte. Toutefois, les enseignants du BTS Étude et Économie de la Construction du lycée de Mayotte sont adhérents à l'Untec. Il y a 8 membres Untec dans la région.

Nous avons des enjeux propres à un territoire ultramarin qui se situe à 10 000 km de la métropole. Nos modes constructifs sont différents mais nos problématiques d'approvisionnement et de transport accentuent la notion de coût et le rôle déterminant de l'économiste de la construction.

Nous devons montrer que nous avons notre place auprès des instances publiques afin de faire connaître notre profession mais aussi apporter notre connaissance du tissu économique local.

Nous avons comme en métropole, des problèmes d'approvisionnement et de coûts en premier lieu. Les matériaux arrivent majoritairement du territoire métropolitain, parce que les fournisseurs sont basés essentiellement en Europe.

Aujourd'hui, les quantités pour certains produits qui arrivent sur l'île sont inférieures à la demande, ce qui fait grimper les prix.

Des contraintes climatiques ensuite qui nous obligent à appliquer des réglementations et des systèmes constructifs propres à nos latitudes. Contrairement à la métropole où les constructions doivent être climatisées, nous avons un besoin permanent de ventilation des espaces, sauf pendant l'été ou les espaces sont climatisés.

Nous travaillons donc pour créer du double flux naturel, à la fois pour la qualité de l'air et pour la température.



Futur lycée des métiers du bâtiment de Longoni. ©Encore Heureux architectes.

Nous souhaitons ouvrir afin de capter l'air tout en nous préservant du rayonnement solaire direct, c'est pourquoi nous travaillons beaucoup avec des « jalouses » (châssis à Louvres) et des protections de façade de type brise soleil. Le but est d'avoir du traversant, de limiter l'apport de soleil, mais l'air circuler.

Des conditions de mise en œuvre différentes enfin. C'est le cas pour les conséquences de l'humidité et l'air marin sur la corrosion. Nous employons principalement de l'acier galvanisé. Il en est de même pour les peintures car nous avons pour obligation DTU l'imperméabilisation des façades exposées.

Nous importons la quasi-totalité des matériaux de construction et par conséquent le bilan carbone de nos opérations est mauvais. C'est aujourd'hui un enjeu majeur de trouver le mode constructif et les matériaux les plus adéquats pour une construction pérenne et un bilan carbone raisonné.

É & C / Quels sont les projets significatifs de la région La Réunion/Mayotte en matière de construction ?

S. S. / Pour La Réunion, la route du littoral est un ouvrage d'art exceptionnel, qui va se poursuivre encore quelques années, nous produisons principalement des logements. Concernant Mayotte, les enjeux sont nombreux mais nous sommes plutôt sur la réalisation de complexes sportifs, d'écoles primaires secondaires et des lycées (internats, cuisines scolaires, cuisines centrales). L'une des spécificités de Mayotte, c'est que le rectorat est le maître d'ouvrage. Il dispose de son propre pôle de construction. Le rectorat est très attentif aux coûts, qu'il essaie de maîtriser ; ce qui est quasi impossible vu la conjoncture.

Bureau Untec La Réunion/Mayotte

Vice-présidente,
Gaëlle Beaudoin

Secrétaire comptable,
Anne-Marie Farro



SANDRINE SOOPPAN,

PRÉSIDENTE RÉGION UNTEC LA RÉUNION/MAYOTTE

Économiste depuis 2007.

Formations : BTS étude et économie de la construction, licence pro génie civil option économie de la construction, master 2 MAE.

RÉGION MÉDITERRANÉE



Économie & Construction / Quels sont les enjeux syndicaux de votre mandature ?

Benoît Marche / Le recrutement des nouveaux adhérents est un enjeu majeur pour notre bureau. Aujourd'hui nous avons une soixantaine de membres sur un potentiel de deux cents cabinets présents sur le territoire. Nous visons des économistes de 35 à 45 ans qui ont eu une activité salariée pendant une dizaine d'années et qui viennent ou sont en passe de s'installer.

Nos actions de recrutements s'organisent essentiellement lors des Assemblées Régionales et évènements tout au long de l'année où nous invitons des économistes non-adhérents. Chaque année l'Assemblée Régionale a lieu dans un département différent de la région.

Nous nous réunissons deux fois par an, au printemps et à l'automne. L'Assemblée Régionale de printemps est articulée sur 2,5 jours avec la participation d'une vingtaine d'industriels. Une journée est dédiée aux industriels, puis une demi-journée est consacrée à notre Assemblée. Enfin, une journée de découverte du territoire, qui nous permet de partager un moment de convivialité. Ce format fonctionne très bien depuis près de dix ans.

L'Assemblée Régionale d'automne est différente. Nous demandons à deux ou trois industriels de venir nous faire une présentation de leurs produits. Le but de cet échange est de s'informer au sens généraliste du terme sur des évolutions, des normes, etc.



É & C / Quels sont les projets significatifs de la région Méditerranée en matière de construction ?

B. M. / Au niveau de la région, les pôles d'attractivités sont nombreux, avec l'axe Aix-Marseille. Beaucoup de constructions sur Aix et de rénovations sur Marseille dans le quartier du port par exemple.

Il y a également des projets sur la côte entre Cannes et Monaco, mais ce ne sont pas de très gros projets. Il y a à Nice quelques projets qui se démarquent comme la zone de l'Arena ou la 202 la plaine, cependant cela reste peu significatif. Les côtes sont saturées aujourd'hui.

Bureau Untec Méditerranée

Secrétaire et Président départements 2A/2B,
Éric Giannone

Trésorière et Présidente département 13,
Fabienne Garate

Président département 04 et 05,
Jean-Luc de Bouillanne

Président Département 06,
Alain Stemmelin

Président du 83,
Jean-Jacques Viano

Président Département 84,
Guillaume Brotin



BENOÎT MARCHE,

PRÉSIDENT RÉGION UNTEC MÉDITERRANÉE

VICE-PRÉSIDENT DU FIF PL

Économiste depuis 2003.

Formations : DUT en génie électrique, DUT techniques de commercialisation, DUT génie civil.

RÉGION NORMANDIE



Économie & Construction / Quels sont les enjeux syndicaux de votre mandature ?

Christophe Nowakowski / L'Untec Normandie, c'est 51 membres adhérents dont 29 chefs d'entreprise, 11 Passeports Jeunes (étudiants en économie de la construction), 1 enseignant et 10 membres honoraires.

L'effectif moyen des structures adhérentes est de 4 personnes.

Comme c'est le cas au niveau national, les adhérents normands proposent des missions très variées : méttré pour entreprise, économie de la construction, assistance à Maîtrise d'Ouvrage, programmation, OPC, Maîtrise d'œuvre et des missions supports comme le BIM, la Haute Qualité Environnementale.

Les enjeux sont nombreux pour un syndicat comme le nôtre. En Normandie, nous avons organisé notre travail autour de 2 objectifs principaux.

Le premier c'est l'attractivité du métier d'économiste de la construction qui est encore mal connu des jeunes y compris ceux qui rentrent dans la filière construction sans avoir choisi un métier. Nous avons donc mis en place des interventions dans les écoles, lors des forums et journées portes ouvertes.

C'est le cas de l'IUT du Havre avec lequel nous collaborons à travers leur forum métiers et en particulier une table ronde en janvier dernier, de l'ESITC à Caen où je donne un cours sur le bilan carbone du bâtiment.

Nous avons tenu un stand Untec à « La Nuit de l'Orientation » organisée le samedi 12 mars dernier par la CCI Rouen Métropole, un forum des métiers destiné aux collégiens et lycées en recherche de vocation.

Je suis également engagé comme « Ambassadeur Métier » auprès de l'Agence de l'Orientation et des Métiers de la Région Normandie.

Aujourd'hui, les aspects essentiels du métier d'économiste qui doivent être mis en avant pour attirer



Dernière Assemblée Régionale.

les jeunes, sont l'aspect environnemental et la transformation digitale de la profession à travers nos outils et le BIM. Les économistes au travers du coût global et des réglementations thermiques participent à la transition écologique.

Le second enjeu, que nous souhaitons porter, c'est la communication auprès des élus et des collectivités afin de les informer sur la capacité des économistes à les accompagner dans leurs projets de constructions en termes d'estimations des coûts et de la faisabilité des projets. L'objectif est de créer des outils de communication, à destination des économistes pour les aider à atteindre ce public. La région a sollicité le bureau national pour l'accompagner dans la conception des outils, qui pourra être partagé à l'ensemble des économistes de la construction du territoire national.

É & C / Quels sont les projets significatifs de la région Normandie en matière de construction ?

C. N. / Le projet de l'axe portuaire « Le Havre, Rouen, Paris » et celui de « Penly EPR2 » vont être essentiels

pour le développement de l'emploi dans la région. Les travaux vont s'étaler sur plusieurs années et générer la construction d'infrastructures publiques, de services et d'habitations.

La région connaît également plusieurs projets d'aménagement de centre-ville, notamment à Caen avec un projet cœur de ville et le projet « Presqu'île » qui va se prolonger sur la « Presqu'île d'Hérouville », la requalification de l'ancien hôpital Clémenceau, puis à Rouen avec le quartier « Flaubert », le quartier « Saint-Sever », ou le quartier de la « Gare Rive Gauche » à plus longue échéance. Nous allons avoir besoin d'économistes en Normandie !

Bureau Untec Normandie



Vice-président Délégué et Président Basse-Normandie (14, 50 et 61),
Jérôme Lamache

Secrétaire, **Thierry Lebaron**

Trésorier et Président Haute-Normandie (27 et 76), **Emmanuel Dubosc**

Référente Communication, **Chloé Debin**

Référente Formation, **Delphine Reber**



CHRISTOPHE NOWAKOWSKI,

PRÉSIDENT RÉGION UNTEC NORMANDIE

Formations : DUT génie civil, DUT GEA, diplôme d'Ingénieur Bâtiment IST-BTP du CNAM.

Expériences professionnelles :

- Bouygues Construction aux études de prix / 8 ans;
- Cabinet 2H : économie de la construction et méttré / 25 ans (gérance depuis 2003).

RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE



Économie & Construction / Quels sont les enjeux syndicaux de votre mandature ?

Patxi Saint-Arroman / La région Nouvelle-Aquitaine regroupe une soixantaine de membres actifs dont une trentaine de membres Passeports Jeunes (étudiants) avec une forte représentativité à Bordeaux et sur le Pays-Basque au sud des Landes, et une dizaine de membres honoraires. Nous sommes donc une centaine bien qu'en déficit sur le nord de la Nouvelle-Aquitaine, dans le Limousin et la Creuse.

Le recrutement de nouveaux adhérents est bien sûr l'un de nos enjeux. Nous avons connu une augmentation des adhésions au début du Covid. Les professionnels souhaitaient adhérer afin de rentrer dans un réseau. Pendant cette période, l'Untec a accentué sa communication, afin de soutenir ses adhérents et les accompagner.

L'amélioration de la communication est également importante sur la région. Nous relayons les outils mis en place au niveau national et nous avons un conseil de région au minimum tous les trimestres parfois deux.

Nous souhaitons également être au contact des étudiants. Nous invitons une promotion lors de nos Assemblées Régionales qui regroupent ainsi nos partenaires industriels, des économistes adhérents et non adhérents et nous l'espérons de futurs économistes. En début d'année, nous avons participé à la journée BATITAVI à l'IUT Génie Civil pour communiquer auprès de la filière Économie de la Construction (regroupant le BTS de l'IUT de Bordeaux et la Licence Pro), ce qui nous a permis de recruter 15 étudiants en Passeport Jeunes. Nous préparons aussi le 50^e Congrès de l'Untec qui aura lieu les jeudi 1^{er} et vendredi 2 septembre 2022 à l'Espace Encan de La Rochelle.



É & C / Quels sont les projets significatifs de la région Nouvelle-Aquitaine en matière de construction ?

P. S.-A. / Le Covid a cassé une dynamique d'activité dans notre secteur, cependant la région a lancé la construction d'une dizaine de collèges et trois lycées. Sur le secteur de Poitiers, La Rochelle et Bordeaux, il y a une augmentation des permis de construire.

L'activité sur la région est aujourd'hui très dynamique, malgré les changements d'orientation de certaines municipalités, cela donne lieu à de nouveaux types de projets avec des enjeux environnementaux. Ce qui renforce d'autant plus le besoin de se former sur les nouvelles normes.

Bureau Untec Nouvelle-Aquitaine



Vice-président, **Marc Leduc**

Secrétaire, **Samuel Paulet**

Trézorier, **Jérôme Auvrai**

Référent Formations, **Yuna Mas**

Référent Communication, **Sébastien Bunel**

Référent Nouveaux adhérents /
Passeports Jeunes, **Julien Dulaurent**



PATXI SAINT-ARROMAN,
PRÉSIDENT RÉGION UNTEC NOUVELLE-AQUITAINE

Économiste depuis 17 ans.

Formations : diplôme d'économiste de la construction à l'AFPA de Toulouse au pôle bâtiment et génie civil.

RÉGION OCCITANIE



Économie & Construction / Quels sont les enjeux syndicaux de votre mandature ?

Bertrand Alayrac / Nous comptons une soixantaine de membres dans la région. Nous avons eu un gros renouvellement et rajeunissement de nos adhérents ces 3 ou 4 dernières années qui ont compensé les départs à la retraite. Certains sont salariés de cabinets d'économie de la construction d'autres sont adossés à des cabinets d'architectes et d'autres enfin ont pris leur envol en créant un cabinet.

Nous avons cependant du mal à mobiliser sur nos actions en présentiel, qu'il s'agisse de formations ou de réunions thématiques. Le Covid et les 2 années de distanciation sociale y sont certainement pour quelque chose aussi. Il semble également que la conjoncture et les carnets de commande très chargés pour une bonne partie d'entre nous participent à cet état de fait.

Je suis tout de même persuadé que la motivation manque. Quand on est membre ce n'est pas simplement pour bénéficier des avantages et des partenariats liés à cette inscription mais aussi pour échanger et partager avec ses pairs et bien sûr se former. Nous avons par exemple lancé une formation à distance sur la RE 2020 et nous avons fait le plein alors que notre formation sur les nouveaux systèmes constructifs en présentiel peine à se remplir.

É & C / Quels sont les projets significatifs de la région Occitanie en matière de construction ?

B. A. / L'activité économique de la région est articulée autour de 2 grandes métropoles Toulouse et Montpellier qui sont dynamiques mais avec des tissus économiques différents. Il y a aussi une charnière au niveau des Pyrénées-Orientales et de l'Aude qui sont 2 départements irrigués par le tourisme.



L'arrivée du TGV à Toulouse va dynamiser la construction avec le chantier du quartier de la gare Matabiau.

Nous avons également une particularité à Toulouse qui est une des villes où culturellement et historiquement le coût de construction est le plus bas en France.

L'arrivée du TGV à Toulouse va dynamiser la construction avec le chantier de la gare Matabiau qui va être refaite, la ligne 3 du métro et tout le quartier de la gare qui va être redessiné avec du foncier SNCF qui va être libéré dans le cadre d'une vaste requalification. Un gros chantier pour les 15 ans à venir. Les études programmatiques sont déjà en cours.

Du foncier va également se libérer en centre-ville avec la délocalisation de la cité administrative et la démolition d'un grand centre EDF au bord du canal du midi qui vont donner lieu à la construction de nouveaux quartiers.

Pour Montpellier c'est également le quartier de la nouvelle gare TGV qui va se développer entre la ville et la mer avec notamment la construction d'une école de la CCI.

Bureau Untec Occitanie



Secrétaire, **Maurin Trautmann**

Trésorier, **Frédéric Lerda**

Président départements 11, 34 et 66,
Laurent Poracchia

Présidente départements 30 et 48,
Yolette Adam-Nadeau

Président départements 12 et 81,
Arnaud Pradel

Président département 31, **Laurent Taillandier**

Président départements 46 et 82,
Benoît Boissier

Référent Formation, **Marc Cusy**



BERTRAND ALAYRAC,

PRÉSIDENT RÉGION UNTEC OCCITANIE

Économiste depuis 2002.

Formations : école de commerce, formation continue Untec.

RÉGION OUEST



Économie & Construction / Quels sont les enjeux syndicaux de votre mandature ?

Olivier Vallée / La région compte près de 100 membres en cumulant actifs participatifs, Passports Jeunes et membres honoraires. Nous sommes à cheval sur la Bretagne et les Pays de la Loire.

Notre premier enjeu est de maintenir la dynamique actuelle en allant chercher de nouveaux adhérents. Sans adhérents pas de syndicats donc c'est essentiel. Nous organisons des réunions régionales dans lesquelles nous invitons des économistes non adhérents pour leur faire découvrir nos actions à travers des échanges avec des cabinets adhérents mais aussi les industriels qui participent à nos événements de proximité.

Le second chantier c'est de se faire connaître auprès de la maîtrise d'ouvrage publique ou privée. Côté commande publique, l'Untec est présent dans les jurys de concours depuis une dizaine d'année ce qui nous permet d'être en avance de phase par rapport aux projets et de positionner les économistes de la construction comme des acteurs incontournables de l'équipe de maîtrise d'œuvre.

En ce qui concerne la maîtrise d'ouvrage privée, certains promoteurs ont leurs économistes en interne, pour les autres s'il faut nous faire connaître. Il y a également les gros donneurs d'ordre associatifs pour lesquels le bouche à oreille fonctionne bien et là nous avons un travail de pédagogie à faire.

É & C / Quelles sont les spécificités de la région Ouest en matière de construction ?

O. V. / L'activité régionale est assez équilibrée entre public et privé. Cela va dépendre des cabinets. En ce qui me concerne, je suis à 70 % sur des marchés publics. Il y a globalement une forte demande en rénovation énergétique en particulier sur la réhabilitation de logements sociaux.



Tous ces chantiers sont boostés par le réglementaire avec la RE2020 et le plan de relance. Il s'agit dans 90 % des cas de réhabilitations en site occupé pour lesquelles la mission OPC prend tout son sens et pour lesquelles l'économiste est incontournable.

Nantes et Rennes sont les 2 locomotives avec un accroissement important de la population, viennent ensuite Lorient, Saint-Brieux et Le Mans qui sont un peu moins dynamiques en matière de construction.

Le marché est dynamique pour les économistes. Notre position de généraliste fait de nous, à l'instar du médecin généraliste, le prescripteur naturel en capacité d'orienter vers les spécialistes.

Bureau Untec Ouest



Vice-président, **Lionel Mariscal**

Secrétaire, **Damien Bourry**

Trésorier, **Xavier Grommersch**

Président Département 85, **Marc Guillet**

Président Département 44, **Gaétan Hordé**

Président Département 49, **Gilles Picherit**

Président Département 22 et 29, **Jean-Philippe Viol**

Président Département 35, **David Tavian**

Président Département 53 et 72, **Julien Legeay**

Président Département 56, **Dominique Bouilly**

Référent Formation et Passeport Jeunes, **Florent Landreau**

Référent Formation Suppléant, **Anthony Gautron**

Référente Communication, **Brigitte Conty**



OLIVIER VALLÉE,

PRÉSIDENT RÉGION UNTEC OUEST

Économiste depuis 1991.

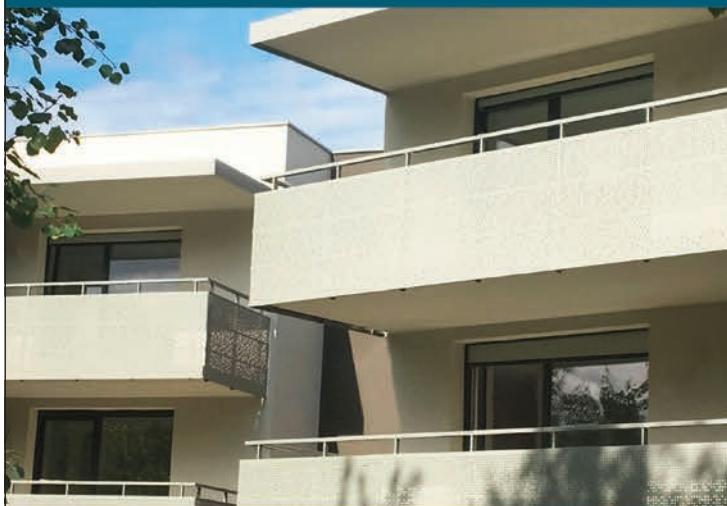
Formation : BTS Bâtiment spécialité calcul de structures.



Conception et fabrication françaises

Panorama®

Garde-corps pour toiture-terrasse accessible et balcon



Concrétisez vos projets de balcons et toitures-terrasses avec notre gamme de garde-corps Panorama®



Pour en savoir plus, scannez ce code Qr



04 78 87 12 48

contact@danialu.fr

www.danialu.fr



Ouvrage des 50 ans de l'Untec

À l'image du bâtiment, l'économie de construction est une compilation de compétences. On pourrait la considérer comme un arbitre entre le beau et le nécessaire, entre ce qui est d'ordre humain et l'ordre naturel, entre ce qui idéal et ce qui est possible... Elle peut être vécue comme un arbitre, mais elle est avant tout un soutien. Essentielle, omniprésente, puis invisible. Avec le concours d'économistes en activité ou retraités, d'amis et de partenaires de l'Untec, cet ouvrage retrace 50 ans d'un syndicat au cœur de l'acte de construire qui à travers 50 ans de congrès, d'innovations et de maîtrise du cycle de vie du bâtiment a su faire avancer la profession et la filière construction.

Un retour en images et en paroles sur notre histoire professionnelle.

À découvrir sans modération.

untec@untec.com





UNTEC SERVICES LANCE LA PLATEFORME BÂTIMENT & PRESCRIPTION, L'EXPERTISE À PORTÉE DE MAIN

LE 21 MARS 2022, UNTEC SERVICES A LANCÉ LA SEULE PLATEFORME QUI PROPOSE AUX MAÎTRES D'ŒUVRE ET SOUS FORMAT INTERACTIF, LA MISE EN LUMIÈRE TECHNIQUE DES MATERIAUX ET DES SOLUTIONS DES ENTREPRISES DU SECTEUR : BÂTIMENT & PRESCRIPTION.

LE PROJET

Untec Services est parti d'un constat simple. Suite à la crise sanitaire de 2020, la formation e-learning a connu une augmentation exponentielle. De plus, l'envie de renforcer la proximité entre les professionnels de l'acte de construire et digitaliser le secteur avec l'avènement des nouvelles technologies, est devenu une évidence.

Ils ont conçu et développé une solution dédiée à l'ensemble de la filière, aussi bien pour les entreprises du bâtiment que pour les maîtres d'œuvre et les maîtres d'ouvrage.

LES CAPSULES TECHNIQUES ?

La plateforme se compose d'un ensemble de Capsules Techniques. Une Capsule Technique peut contenir jusqu'à 6 Modules.

Un Module se compose de :

- **1 vidéo** : entre 2 et 6 minutes de visionnage
- **1 quiz** : un questionnaire afin de valider ses connaissances
- **Des documents** : des fiches techniques et documents complémentaires

ILS ONT REJOINT LA PLATEFORME BÂTIMENT & PRESCRIPTION !

Les partenaires présents sur la plateforme :

- Capsules Techniques Ecophon & Eurocoustic
- Capsules Techniques Placo Isover
- Capsules Techniques Projiso
- Capsules Techniques Saint-Gobain Solutions France
- Capsules Techniques Solar Gard
- Capsules Techniques Vetrotech
- Capsules Techniques Weber

Les partenaires bientôt présents sur la plateforme :

- Capsules Techniques BTP BANQUE
- Capsules Techniques PRO BTP
- Capsules Techniques RECTOR
- Capsules Techniques SMABTP

TROIS QUESTIONS À NOS PARTENAIRES



PRISCA LOPEZ

DIRECTRICE DE LA
PRESCRIPTION NATIONALE
SAINT-GOBAIN WEBER
FRANCE



Économie & Construction / Quelle est votre relation avec l'Untec et Untec Services ?

Prisca Lopez / J'ai été mise en relation avec Untec Services, par Saint Gobain Solutions France, une BU du groupe Saint Gobain dont Weber fait partie, avec Sofian Tribouilloy.

Sofian nous a présenté les Capsules Techniques Untec Services, j'ai trouvé que c'était une très bon outil de communication, auquel j'ai adhéré.

Ainsi, nos Capsules Techniques, seront visibles par un maximum d'économistes, et même d'autres typologies de clients, pour une gamme de produits aussi technique que l'ITE, c'est très intéressant.

J'ai eu de très bons échanges avec les équipes d'Untec Services, aussi bien pendant la phase de préparation que d'enregistrement des capsules.

Aujourd'hui, il me tarde de voir le résultat, et les retombées.

É & C / Qu'est-ce qui vous a séduit dans la plateforme Bâtiment & Prescription ?

P. L. / La possibilité de construire des modules courts, pour motiver et inciter les personnes à les suivre du début à la fin.

La possibilité de toucher les économistes de la construction, réels prescripteurs de nos solutions techniques.

Grâce au Elearning, nous allons pouvoir toucher un maximum de monde, en un minimum de temps.

É & C / Quelles sont les thématiques de vos Capsules Techniques ?

P. L. / J'ai souhaité construire des modules sur notre gamme de produits ITE, la réglementation, la mise en œuvre, et les solutions « vertes » bio sourcée.

L'ITE est en pleine croissance, avec le plan de relance du gouvernement, le nouveau DPE, et son impact sur la location... Il va y avoir de plus en plus de chantiers en ITE.

J'ai donc trouvé logique, qu'un industriel comme Weber, souhaite apporter de l'information à ce sujet.

Pour conclure je dirai que ces Capsules Techniques, sont un concentré d'information, ce que j'espère surtout, c'est qu'elles apporteront un premier vernis de formation, et surtout l'envie de recevoir mon équipe prescription en RDV, pour aller plus loin dans l'information, et l'accompagnement chantier.



PASCAL GENEST

DIRECTEUR GRANDS COMPTES TERTIAIRE PUBLIC
PÔLE MULTI-COMFORTS
SAINT-GOBAIN SOLUTIONS FRANCE



Économie & Construction / Quelle est votre relation avec l'Untec et Untec Services ?

Pascal Genest / Pour nous les économistes sont des acteurs incontournables de la prescription des produits qui constituent l'habitat. C'est eux qui proposent les solutions techniques. Nous avons donc souhaité nous associer à la démarche d'information d'Untec Services et devenir partenaire de la plateforme en apportant tous les renseignements et documents techniques en lien avec nos solutions, nos systèmes et nos produits. Nous passons 80 % de notre temps dans des bâtiments qui doivent à notre sens être de qualité, au niveau confort thermique, acoustique, luminosité... Les économistes sont donc nos partenaires naturels.

Il s'agit également pour nous de participer aux réflexions qui vont bouleverser le monde du bâtiment pour les années à venir. Il s'agit bien entendu de la neutralité carbone, nous devons faire en sorte que les produits soient recyclables et recyclés, penser au réemploi.

É & C / Qu'est-ce qui vous a séduit dans la plateforme Bâtiment & Prescription ?

P. G. / C'est le côté pédagogique qui nous a séduit. Pouvoir traiter de thématiques techniques, sans pour cela mettre en avant une solution. Il y a toute une pédagogie à mettre en œuvre. Si nous prenons l'exemple du vitrage dans une construction, il faut penser confort de la luminosité, le facteur solaire, la transmission lumineuse, tous ces éléments qui vont orienter un choix de produit ou de solution. Un vitrage ce n'est pas que de la transparence. C'est aussi le pouvoir de stopper la chaleur quand on pense confort d'été pour un bâtiment exposé plein sud. À l'inverse pour une exposition plein nord on va chercher à puiser les quelques calories supplémentaires pour réchauffer l'intérieur de la pièce. La plateforme nous permet d'amener un niveau d'information qui va faciliter le travail des économistes mais aussi informer tous les acteurs du bâtiment qui chercheront de l'information sur le sujet.

É & C / Quelles sont les thématiques de vos Capsules Techniques ?

P. G. / Nous avons 2 niveaux de capsules. Un noyau commun qui s'appelle Saint-Gobain Solutions France qui présente des marques moins connues sur une seule thématique. 11 sociétés du groupe Saint-Gobain seront présentes sur la plateforme dont 5 dans le format dont je viens de parler et 6 autres qui auront une capsule individuelle. Chacune traitera de 5 à 6 thèmes comme la RE2020 par exemple. Cela permettra à tous les acteurs du monde du bâtiment de venir y puiser les bonnes informations dans un format court et efficace pour comprendre et avancer sur un sujet.



OLIVIER SERVANT

DIRECTEUR SAINT-GOBAIN
SOLUTIONS FRANCE



Économie & Construction / Quelle est votre relation avec l'Untec et Untec Services ?

Olivier Servant / Nous sommes partenaires de l'Untec et Untec Services et les soutenons dans leurs divers projets, notamment dans leurs démarches de formations.

É&C / Qu'est-ce qui vous a séduit dans la plate-forme Bâtiment & Prescription ?

O. S. / L'accessibilité et l'aspect innovant de la plate-forme Bâtiment & Prescription nous ont séduit. Chez Saint-Gobain Solutions France, nous avons vocation à représenter l'offre globale du groupe Saint-Gobain en France ainsi que ses différentes marques. C'est l'occasion pour nous, au sein d'une seule et même plateforme, de présenter plus techniquement les nombreuses solutions et thématiques associées.

Le format vidéo est intéressant pour former les professionnels et les aider à faire face à leurs problématiques de terrain.

É & C / Quelles sont les thématiques de vos Capsules Techniques ?

O.S. / La capsule technique de Saint-Gobain Solutions France présente l'expertise de 5 marques Saint-Gobain pour répondre aux attentes et défis de la construction :

- Module ADFORS : Pourquoi choisir la toile de verre pour les revêtements muraux ?
- Module Saint-Gobain Vitrage Bâtiment France : Quelles sont les caractéristiques des vitrages Saint-Gobain ?
- Module PAM Building : Comment réagissent au feu les matériaux d'évacuation des eaux usées ?
- Module SageGlass : En quoi consiste le vitrage intelligent ?
- Module SEVAX : La solution bloc-porte coupe-feu automatique PLM.



ISABELLE MATOS

RESPONSABLE
COMMUNICATION ET
MARKETING OPÉRATIONNEL
ECOPHON & EUROCOUTIC



Économie & Construction / Quelle est votre relation avec l'Untec et Untec Services ?

Isabelle Matos / Nous sommes partenaires depuis de nombreuses années, c'est un vrai plaisir d'échanger et d'avoir travaillé sur ces capsules avec Untec Services.

É & C / Qu'est-ce qui vous a séduit dans la plate-forme Bâtiment & Prescription ?

I. M. / Nous avons été séduits par le caractère unique et innovant de la plateforme Bâtiment & Prescription : permettre numériquement à nos équipes de promouvoir l'acoustique qui est au cœur de notre ADN ainsi que leurs expertises techniques dans leur domaine respectif : durabilité, recyclage, BIM, informations marchés et normes dans les secteurs de l'éducation, les bureaux et la santé.

Le format interactif et ludique des capsules apportent de l'information qualifiée à nos clients cibles au quotidien : aussi bien aux entreprises du bâtiment que pour les maîtres d'œuvre et les maîtres d'ouvrage. Nous remercions les équipes Untec Services de nous avoir accompagnés dans la réalisation de ces vidéos à haute valeur ajoutée !

É & C / Quelles sont les thématiques de vos Capsules Techniques ?

I. M. / THÈME : Les enjeux d'une bonne acoustique pour le confort de tous

- Module 1 : Qu'est-ce qu'un Bâtiment Durable ?
- Module 2 : Circularité et Recyclage
- Module 3 : Les normes acoustiques dans les Bureaux
- Module 4 : L'importance de l'acoustique dans les établissements de santé
- Module 5 : Les élèves et professeurs face au bruit
- Module 6 : BIM & maquette numérique



STÉPHANIE ROCHE

RESPONSABLE MARKETING - PÔLE MARCHÉS
BÂTIMENTS ISOVER & PLACO®



Économie & Construction / Quelle est votre relation avec l'Untec et Untec Services ?

Stéphanie Roche / ISOVER et Placo® sont partenaires de l'Untec et d'Untec Services de longue date. Les économistes de la construction sont en effet des acteurs majeurs pour nos marques.

É & C / Qu'est-ce qui vous a séduit dans la plate-forme Bâtiment & Prescription ?

S. R. / La possibilité de toucher un public large, de maîtrise d'œuvre essentiellement, avec une prise de parole différente des salons ou autres événements plus traditionnels. Les deux approches sont complémentaires

É & C / Quelles sont les thématiques de vos Capsules Techniques ?

S. R. / Le thème de notre première capsule technique porte sur la RE 2020, la nouvelle réglementation environnementale pour les bâtiments neufs, entrée en vigueur cette année. Elle s'articule autour d'un décryptage du texte, une présentation des grands enjeux et indicateurs et un focus sur les bénéfices de nos solutions d'isolation et d'aménagement intérieur.



CLAUDE VERNIORY

MARKET MANAGER FRANCE
SAINT-GOBAIN SOLAR GARD



Économie & Construction / Quelle est votre relation avec l'Untec et Untec Services ?

Claude Verniory / Nous nous inscrivons dans une démarche plus large initiée par le groupe Saint-Gobain. Nous pensons en effet que l'idée de proposer des Capsules Techniques sur des produits de construction est une bonne façon de faire de la prescription avec pédagogie.

É & C / Qu'est-ce qui vous a séduit dans la plateforme Bâtiment & Prescription ?

C. V. / C'est avant tout la démultiplication proposée. Je gère seul l'entreprise Solar Gard en France. C'est une véritable opportunité pour moi de toucher des économistes de la construction, prescripteurs des solutions techniques proposées par les industriels.

É & C / Quelles sont les thématiques de vos Capsules Techniques ?

C. V. / Dans un premier temps, nous avons souhaité nous concentrer sur la présentation de notre offre pour faire tomber les nombreux à priori qui concerne ce produit en France. Nous pourrons ensuite rentrer dans la technique.



DAVIDE MASSA

DIRECTEUR VETROTECH
SAINT-GOBAIN INTERNATIONAL



Économie & Construction / Quelle est votre relation avec l'Untec et Untec Services ?

Davide Massa / Nous avons été mis en relation avec Untec Services grâce à son partenariat avec Saint-Gobain qui nous a proposé de réaliser notre propre capsule technique dans le cadre de la plateforme Bâtiment & Prescription..

É & C / Qu'est-ce qui vous a séduit dans la plateforme Bâtiment & Prescription ?

D. M. / Le format e-learning étant innovant, c'est l'une des raisons qui nous a séduit dans la plateforme. Nous étions libres sur l'expression et la structuration de nos idées. Ainsi, nous avons pu créer une capsule technique sur-mesure adaptée à Vetrotech Saint-Gobain pour présenter notre expertise et nos solutions.

Les cibles ont aussi été un critère favorable comme la plateforme est à destination des architectes et des économistes, celle-ci nous permet de nous faire connaître auprès de ces acteurs, mais aussi d'accroître leurs connaissances et de les sensibiliser à la protection incendie et haute sécurité des personnes et des biens. De plus, l'unicité de l'offre des solutions Vetrotech dans son secteur, nous permet de renforcer notre image d'expert auprès des acteurs tout en gagnant en visibilité. Ainsi, ils penseront et feront appels à Vetrotech Saint-Gobain pour ces problématiques lors de prochains projets.

É & C / Quelles sont les thématiques de vos Capsules Techniques ?

D. M. / Plusieurs thématiques sont présentées dans notre capsule technique :

- Nos vitrages de protection incendie Coupe-Feu et Pare-Flammes,
- Nos solutions et systèmes de vitrages de protection incendie,
- Nos vitrages de haute sécurité.

Bâtiment & Prescription, l'expertise à portée de main

Vous êtes une entreprise de la filière construction, Bâtiment & Prescription est la seule plateforme à proposer sous format interactif, la mise en lumière technique de vos matériaux et de vos solutions techniques. Elle diffuse vos informations qualifiées à forte valeur ajoutée au travers de vos Capsules Techniques en libre accès pour les professionnels de la maîtrise d'œuvre (économistes de la construction, architectes, bureaux d'étude).

Pourquoi être référencé sur la plateforme ?

- Promouvoir votre expertise auprès de la maîtrise d'œuvre
- Donner toutes les clés et les bonnes pratiques de vos solutions & produits
- Mettre en lumière votre savoir-faire au format quick-learning
- Accompagner les maîtres d'œuvre en répondant à leurs questions
- Attirer votre cible en leur apportant de l'information qualifiée à forte valeur ajoutée

Notre philosophie : vous accompagner

Élaboration avec vous des étapes de conception de vos Capsules

Programmation d'un calendrier dédié au lancement de vos Capsules

Invitation dans nos locaux afin de filmer vos intervenants

Lancement de vos Capsules Techniques en orbite



PIERRE GORCHS

DIRECTEUR COMMERCIAL
PROJISO FRANCE



Économie & Construction / Quelle est votre relation avec l'Untec et Untec Services ?

Pierre Gorchs / Projiso est un expert dans la fabrication et la commercialisation de revêtements projetés fibreux et pâteux. Nous avons débuté notre relation avec l'Untec en 2017 lors du Congrès Untec qui s'est déroulé à Lille. Les participations successives à l'édition nationale nous ont permis ensuite d'accéder aux Assemblées Régionales. Les économistes de la construction ont une place essentielle dans la structuration des projets de construction.

Nous avons ensuite rencontré Sofian Tribouilloy (lors de l'Assemblée Régionale de Reims), directeur Untec Services qui a su nous convaincre naturellement de rejoindre le rang des partenaires prescription. Nous sommes aujourd'hui Partenaire Prescription Platine et c'est un réel plaisir de travailler avec une équipe experte dans son domaine dotée d'une intelligence relationnelle et d'un désir de construire une collaboration fructueuse sur le long terme.

É & C / Qu'est-ce qui vous a séduit dans la plateforme Bâtiment & Prescription ?

P. G. / Ce qui nous a séduit le plus dans la plateforme développée par Untec Services c'est sa philosophie : Mettre en lumière l'expertise et le savoir-faire d'entreprise comme la nôtre au profit des professionnels de l'acte de construire dont les économistes de la construction font partie. Tout cela en cassant les barrières géographiques.

Sans oublier le fait que l'équipe Untec Services nous accompagne dès la phase amont pour structurer la capsule technique et ce jusqu'à la phase déploiement, une vraie valeur ajoutée.

É & C / Quelles sont les thématiques de vos Capsules Techniques ?

P. G. / Avec l'équipe Untec Services qui nous a accompagnée dès le début, nous avons développé 2 Capsules Techniques :

- La maîtrise de la projection thermique et acoustique
- La maîtrise de la projection incendie



OLIVIER LAURENCE

DIRECTEUR DE LA PRESCRIPTION
GROUPE RECTOR LESAGE



Économie & Construction / Quelle est votre relation avec l'Untec et Untec Services ?

Olivier Laurence / En tant qu'industriel nous sommes partenaire d'Untec Services : nous participons au Congrès de l'Untec en tant qu'exposant, nous organisons des rencontres privilégiées sur différentes régions autour de nos actualités et enfin nous mettons en place une capsule technique sur la plateforme Bâtiment & Prescription.

É & C / Qu'est-ce qui vous a séduit dans la plateforme Bâtiment & Prescription ?

O. L. / Ouverture à tous, gratuité, et à vocation non commerciale mais plutôt pédagogique et avec but de donner les « clés pour prescrire » aux prescripteurs. Il n'y a à ma connaissance pas d'équivalent.

É & C / Quelles sont les thématiques de vos Capsules Techniques ?

O. L. / Nos thématiques seront liées à différents systèmes constructifs que nous souhaitons mieux faire connaître auprès des Economistes mais aussi des autres métiers de la maîtrise d'œuvre (Architectes, Bureaux d'Etude). Ces systèmes sont La Poutrelle/Entrevois en Maisons Groupées et Petits Collectifs, Thermoprédalle – système de plancher à predalle préfabriqué avec rupteurs thermiques intégrés en usine, et enfin Cameleo le système Poteau/Dalle préfabriqué.





FABIENNE TIERCELIN

DIRECTRICE DES RELATIONS EXTÉRIEURES
ET DU MARKETING IARD
DÉLÉGUÉE DE LA FORMATION
EXCELLENCE SMA



Économie & Construction / Quelle est votre relation avec l'Untec et Untec Services ?

Fabienne Tiercelin / SMA BTP et SMAvie, les deux mutuelles qui forment le groupe SMA, ont noué un partenariat de longue date avec l'Untec pour pouvoir répondre le mieux possible et de façon pertinente aux économistes.

É & C / Qu'est-ce qui vous a séduit dans la plateforme Bâtiment & Prescription ?

F. T. / C'est une solution facile et complète qui permet de mettre à disposition des économistes une mallette d'outils.

É & C / Quelles sont les thématiques de vos Capsules Techniques ?

F. T. / Nous souhaitons développer le sujet des cyber risques. Les attaques sont de plus en plus nombreuses, industrialisées et les TPE-PME particulièrement démunies. Nous voulons leur apporter une information experte et porter des messages de prévention.



SYLVIE LOIRE-FABRE

PRÉSIDENTE DU DIRECTOIRE
BTP BANQUE



Économie & Construction / Quelle est votre relation avec l'Untec et Untec Services ?

Sylvie Loire-Fabre / L'Untec est membre de notre Conseil de Surveillance aux côtés des acteurs prépondérants du BTP comme la FFB, la FNTP, les CI BTP. Nous avons signé un partenariat avec Untec Services en 2019 qui se matérialise à ce jour par la présentation de notre étude de la santé financière des entreprises ; l'organisation de petit-déjeuner en région sur des thématiques diverses en lien avec les besoins de nos adhérents et l'adhésion à la plateforme Bâtiment & Prescription. Nous réfléchissons également à la mise en place d'une offre bancaire aux adhérents.

É & C / Qu'est-ce qui vous a séduit dans la plateforme Bâtiment & Prescription ?

S. L.-F. / Cette plateforme moderne qui accompagne la digitalisation de la formation nous permet de renforcer notre visibilité de Banque spécialiste du secteur de la construction avec l'ensemble des partenaires de d'Untec Services pour apporter notre concours sur les thématiques bancaires pour mieux accompagner la profession.

É & C / Quelles sont les thématiques de vos Capsules Techniques ?

S. L.-F. / L'accompagnement du financement des marchés de travaux à travers les différentes cautions et le financement des situations de travaux- L'accompagnement des professionnels de l'immobilier en crédits d'accompagnement et Garanties financières pour mener à bien le projet

Capsules Techniques

Découvrez l'expertise de nos partenaires en vous inscrivant à leurs Capsules disponibles en accès libre ci-dessous

Capsules Techniques : Disponibles

Ecophon – eurocoustic
LES ENJEUX D'UNE BONNE
ACOUSTIQUE POUR LE CONFORT
DE TOUS

Ecophon – eurocoustic
Capsule Technique

Capsules Techniques : Disponibles

Placo **isover**
LA RÉGLEMENTATION
ENVIRONNEMENTALE RE2020

Placo – isover
Capsule Technique

Capsules Techniques : Disponibles

Projiso
LA MAÎTRISE DE LA
PROJECTION THERMIQUE ET
ACOUSTIQUE

Projiso
Capsule Technique 1

Capsules Techniques : Disponibles

Projiso
LA MAÎTRISE DE LA
PROJECTION INCENDIE

Projiso
Capsule Technique 2

Capsules Techniques : Disponibles

Saint-Gobain
RÉPONDRE AUX ATTENTES ET
DÉFIS DE LA CONSTRUCTION

Saint-Gobain Solutions France
Capsule Technique

Capsules Techniques : Disponibles

Solar Gard
AMÉLIORER
LES PERFORMANCES DU VERRÉ

Solar Gard
Capsule Technique

Capsules Techniques : Disponibles

vtratech
RÉSISTANCE AU FEU ET HAUTE
SÉCURITÉ : PROTÉGEONS LES
PERSONNES ET LES BIENS

vtratech
Capsule Technique



www.batiment-prescription.com



DEVENIR PARTENAIRE PRESCRIPTION



Visibilité



Rencontres
Networking



Formation



Promotion



Point de contact :
01 45 63 54 82 - s.tribouilloy@unitec.com

Digitalisation des activités

Travail collaboratif

Partage des données

SMA



**Bienvenue
dans un monde
qui se construit autrement.**

L'univers de la construction se transforme. SMABTP adapte ses solutions d'assurance pour mieux vous accompagner. Avançons ensemble.

Notre métier : assurer le vôtre.



SMABTP
BÂTIR L'AVENIR AVEC ASSURANCE

**1^{er} assureur
de la construction**

DÉCARBONATION



CRÉONS ENSEMBLE LES NOUVEAUX MODÈLES ÉCONOMIQUES DURABLES

INSCRIPTION LIBRE

WWW.CONGRESECONOMISTES.COM

1^{ER} - 2 SEPT. 2022

LA ROCHELLE



Avec le soutien de



LE RENDEZ-VOUS 100% PRESCRIPTION À ÉCHELLE HUMAINE

50^e Congrès
des économistes
de la construction

